

## **Résumés en français des interventions du colloque "Il était une fois la révolution portugaise" (Univ. Rennes 2, 29 mai-1er juin)**

**Maria Inácia Rezola, "Les 50 Ans du 25 Avril : histoire et mémoire" (conférence d'ouverture).**

Depuis mars 2022, les Portugais peuvent affirmer que leur pays vit depuis plus longtemps en démocratie qu'il n'a vécu en dictature. Cette réalité prend tout son sens si l'on tient compte du fait qu'au moment de son renversement, la dictature portugaise (1926-1974) était, avec ses 48 années d'existence, la plus longue du XX<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale.

Moment charnière du Portugal contemporain, le 25 avril est très fortement présent dans la mémoire de ceux qui l'ont vécu, mais aussi dans la mémoire publique et collective du pays. Comme l'a observé José Medeiros Ferreira, le 25 avril « marque une époque » et « divise la société en un avant et un après », « tant les occasions où il est pris pour référence sont nombreuses : 'avant le 25 avril...', « 'ce fut seulement à partir du 25 avril', 'après le 25 avril', sont des expressions familières quotidiennes qui ont marqué les vingt dernières années ».

Le recul de cinq décennies confère à cet événement le statut indéniable d'objet historique, passible d'analyses toujours plus objectives et plurielles, comme en atteste la pléthore de publications et d'études sur la révolution portugaise. De même, les célébrations réalisées annuellement pour signaler l'anniversaire du 25 avril ont véhiculé l'image d'un pays réconcilié avec son passé et avec la manière dont s'est déroulé le passage de la dictature à la démocratie.

Avec cette communication, nous nous proposons de présenter les principales lignes d'interprétation de la révolution de 1974-1975, en faisant un bref bilan de ce qui a été écrit à son sujet. Parallèlement, nous chercherons à lancer quelques pistes de réflexion sur la manière dont l'histoire et la mémoire de cette période circulent et sont débattues dans l'espace public. Pour ce faire, nous reviendrons sur trois moments centraux du débat public sur l'histoire de la dictature : le concours télévisé "Les grands Portugais", 2006-2007 ; la confrontation entre les historiens Manuel Loff et Rui Ramos à l'été 2012 ; et le débat sur l'éventuelle création d'un musée de la dictature à Santa Comba Dão, ville natale d'Oliveira Salazar, qui, lancé dans les années 1990, a récemment été réactivé. D'autre part, nous analyserons certains moments emblématiques des célébrations du 25 avril 1974 au cours des dernières décennies (le dixième, le vingtième, le trentième et le quarantième anniversaires), en accordant une attention toute particulière à leur couverture médiatique.

Tenant compte du fait que les médias occupent une place prépondérante dans la production de la mémoire publique et d'une certaine idée de l'histoire, l'analyse de ces débats est particulièrement intéressante. Bien que les sondages montrent clairement que les Portugais considèrent que la manière dont s'est opérée la transition de la dictature vers la démocratie est une source de fierté, ces irruptions périodiques de la mémoire dans l'espace public nous obligent à réfléchir à la manière dont ont été construites l'histoire et la mémoire de la dictature et de la Révolution de 1974-1975.

## **Guya Accornero, Instituto Universitário de Lisboa, « Où vit la démocratie ? Le droit au logement au Portugal 50 ans après la révolution ».**

Le 2 mai 1974, 270 appartements sociaux encore en construction aux alentours de Boavista à Lisbonne ont été occupés par des familles vivant dans des bidonvilles. Ce n'est pas un hasard si l'un des premiers et plus forts mouvements sociaux de la période révolutionnaire post-25 avril a été le mouvement des « voisins ». En effet, si la révolution et la démocratie peuvent descendre dans la rue, il existe un consensus sur le fait que les citoyens doivent avoir une maison où vivre. Cependant, près de cinquante ans après ces événements et alors que les célébrations du 25 avril approchent à grands pas, le droit au logement au Portugal traverse la pire crise de toute la période démocratique.

Avec un pourcentage des dépenses publiques totales qui, en 2020, n'atteindra que 1,1 % pour le « logement et les infrastructures collectives », un taux d'effort moyen qui, en 2023, a atteint 60 % (le plus élevé d'Europe et le sixième du monde), un ratio de 200 lits touristiques pour 100 lits pour les résidents et des logements en location atteignant plus de 70 % du parc immobilier dans certains quartiers historiques de la capitale, il est évident que l'article 650 de la Constitution portugaise, qui garantit à chacun un logement décent et abordable, est loin d'être efficace.

Dans ce contexte, après une longue période d'absence, la question du logement a fait un retour en force au centre de l'attention de l'agenda politique et de la sphère publique ces dernières années. Cela a également été le résultat de la réapparition de conflits et de mobilisations pour le droit au logement, dans des proportions inégalées depuis la révolution. Mais comme nous le savons, outre le mythe de la spontanéité qui entoure les mouvements et les mobilisations, ceux-ci ne surgissent pas du néant. La présence publique de la lutte pour la justice en matière de logement que nous avons observée tout au long de 2023, avec deux grandes manifestations en avril et en septembre, fait partie d'un processus plus long, au cours duquel différentes organisations, avec des identités et des stratégies distinctes, ont contribué à créer une coalition forte et active à différents niveaux.

Avec des moments de visibilité et des périodes de latence, les conflits, les réseaux et les identités militantes traversent le temps et l'espace, avec leur propre trajectoire, souvent imprévisible. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les mouvements sociaux se caractérisent par de profondes continuités capables de faire le lien entre les différentes périodes de contestation. Si tout cycle de protestation entraîne des innovations et si les mouvements sociaux peuvent être considérés comme des processus en constante modification, ils sont également caractérisés par une « structure de suspension » implicite qui garantit leur survie et leur (ré)activation rapide dans des circonstances spécifiques.

Aussi, cette communication explorera les principaux héritages et discontinuités entre deux phases de l'histoire du Portugal au cours desquelles les conflits autour du logement ont été particulièrement intenses : le PREC (1974-1976) et les années récentes, post-pandémiques. Notre analyse portera sur les références explicites (ou leur absence) dans les conflits actuels aux mouvements des « voisins » du PREC, ainsi que sur les continuités et discontinuités plus « implicites » en termes d'organisations, d'identités militantes, de revendications et de répertoires de contestation. Appuyé sur des méthodes mixtes (en particulier l'analyse de documents et de journaux, d'entretiens, l'observation ethnographique, l'analyse de cadre) et des sources collectées au cours du projet d'équipe HOPES d'une durée de 4 ans, notre communication a deux objectifs principaux : approfondir notre connaissance des conséquences à long terme des mobilisations du PREC au Portugal et contribuer à la littérature sur les continuités et discontinuités des activistes dans les mouvements sociaux et les études historiques.

**Christophe Araújo, Université Paris Nanterre, « Écrire l'histoire du 25 avril 1974. Regards d'historiennes et d'historiens sur un événement historique (1974-2024) ».**

Le coup d'État du 25 avril 1974 a provoqué un changement de paradigme sur de nombreux plans : politique, économique, social mais aussi culturel. En effet, pour le milieu des historiennes et des historiens portugais, la chute du régime autoritaire et l'avènement de la démocratie a permis à un certain nombre de personnes exclues jusque-là de faire carrière et d'intégrer l'Université. L'histoire contemporaine est devenue possible et les travaux sur les siècles les plus contemporains, soit les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, se sont multipliés. Rapidement, il a été possible d'envisager d'écrire l'histoire de cet événement. Toutefois, il est possible de se demander à partir de quel moment est-ce que les historiennes et les historiens se sont autorisés à le faire. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'un événement relevant de l'histoire du temps présent, la différence entre la mémoire et l'histoire peut parfois sembler ténue, notamment dans les premières années, d'autant que l'essentiel des personnes a vécu le moment en question. S'il n'est pas question ici d'interroger la capacité des scientifiques travaillant sur l'histoire du temps présent à prendre le recul nécessaire pour analyser le passé récent, j'entends surtout interroger ce que signifie faire l'histoire d'un événement historique hautement symbolique que l'on a rapidement nommé « révolution ». Si la Révolution française a été hautement politisée au cours de l'historiographie et notamment au début du XIX<sup>e</sup> soit peu de temps après, que peut-on dire de l'histoire de la révolution des Œillets ? Quelles sont les personnes qui se sont intéressées à cet événement ?

Le cas de la communauté historienne portugaise servira de cadre référentiel pour une analyse qui suivra une perspective chronologique mais j'entends aussi prendre en considération les historiennes et historiens étrangers qui ont pu écrire sur le 25 avril 1974. Trois périodes seront mises en évidence. La première va de 1974 à 1984 et s'attache à montrer comment l'événement historique est à ce moment clairement imbriqué dans la mémoire individuelle et collective. L'écriture de l'histoire du temps présent n'est pas encore la priorité et l'étude des périodes médiévale, moderne et contemporaine (en particulier du XIX<sup>e</sup> siècle) domine largement. La seconde période va de 1984 à 2010. Elle commence avec l'inauguration à Coimbra du Centre de documentation du 25 avril 1974 où un espace de collecte d'archives s'ouvre dans la plus ancienne université du pays et dont les fonds se sont étoffés progressivement, au fur et à mesure des différents dépôts. Au cours de cette période, les anniversaires (10, 20 puis 30 ans) sont des jalons qui marquent une augmentation des publications traitant du 25 avril. Enfin, la dernière période commence en 2010 et s'étend jusqu'à nos jours. La rupture choisie est celle de la soutenance de la thèse de Raquel Varela qui lance une série de travaux parlant d'une histoire de la révolution des Œillets. On quitte le temps des commémorations pour celui de l'histoire. Toutefois, si à partir de cette date les historiennes et historiens multiplient les travaux, ils profitent aussi des anniversaires qui mettent au premier plan l'événement dans la place publique pour publier et réunir les scientifiques, comme le montre ce colloque à Rennes.

**Rebeca Ávila, Universidade NOVA de Lisboa, « Faire la révolution entre œillets et cigares: les relations avec Cuba pendant la transition démocratique du Portugal (1974-1976) ».**

Cette communication s'attachera à décrire et à analyser le processus de rapprochement et d'éloignement entre le Portugal et Cuba, à partir du 25 avril 1974, jusqu'à la fin de la transition démocratique portugaise en 1976. En analysant des documents d'archives diplomatiques, militaires et de presse, nous chercherons à questionner le pourquoi et le comment de ce rapprochement, ainsi que les facteurs qui ont influencé l'éloignement ultérieur

entre les deux pays. Tenant compte du fait que les relations de Cuba avec la résistance anticoloniale africaine sont bien connues, mais que les relations Cuba-Portugal au 20<sup>e</sup> siècle n'ont pas encore été suffisamment étudiées, nous chercherons à contribuer à une meilleure compréhension de l'importance du 25 avril dans l'éveil d'un intérêt renouvelé entre les deux parties.

Cependant, en suivant le refroidissement progressif de ces relations jusqu'en 1976, notre communication cherchera également à élargir la discussion sur l'harmonie et le désaccord entre les points de vue de différents secteurs portugais et cubains sur la démocratisation, la révolution et les principaux processus de transformation sociale. Elle repose sur l'hypothèse que Cuba essayait déjà d'établir des liens avec certains acteurs portugais avant 1974, mais que le 25 avril a ouvert la voie à une situation favorable à l'établissement de relations au niveau de l'État, avec des réunions, des visites de haut niveau, des initiatives culturelles et des voyages de jeunes civils et de militaires. Les désaccords d'importants acteurs politiques portugais au sujet du système cubain, de certains aspects de la politique cubaine à l'égard de l'Afrique, l'arrivée au Portugal d'exilés latino-américains (en particulier chiliens) en provenance de l'île caraïbéenne, l'attentat contre l'ambassade cubaine à Lisbonne et la direction empruntée par la Période Révolutionnaire en Cours (PREC) au Portugal semblent être des facteurs qui ont tendu ces relations.

**Carla Baptista, Universidade NOVA de Lisboa, « Révolution et féminisme. Analyse du programme télévisé *Nome de Mulher* (1974-1976) ».**

La révolution portugaise a fait entrer dans l'espace public des voix et des acteurs sociaux qui étaient auparavant réduits au silence ou très limités dans leurs formes d'expression et de représentation. Les mouvements féministes en sont un exemple. Bien que l'activisme féministe ait existé au Portugal depuis les années 1910, avec une certaine expression dans la presse républicaine (1910-1926) ou dans la presse féministe alternative, il a pratiquement disparu, ou est resté larvé, pendant la longue durée de la dictature portugaise. L'agenda politique révolutionnaire a rassemblé des revendications de partis politiques institutionnalisés, des mouvements de partis et un activisme social fragmenté qui ont convergé pour dénoncer les inégalités de genre au Portugal et revendiquer un féminisme intégré aux idéaux d'avril 1974. Le journalisme n'a pas été épargné par cette nouvelle revendication qui a traversé la société portugaise avec une intensité interclassiste et une transversalité politique. Dans cette communication, nous analyserons la série documentaire intitulée *Nome de Mulher*, réalisée par les journalistes Maria Antónia Palla et Antónia de Sousa et diffusée sur la RTP entre décembre 1974 et mars 1976. L'analyse historique et discursive des programmes s'articule avec une réflexion sur le journalisme d'investigation, sur la pratique du reportage documentaire développé à la télévision portugaise par la RTP dans la période postrévolutionnaire et sur le rôle politique joué par la télévision militante. D'une durée d'environ 20 minutes et diffusés tous les quinze jours, les programmes se caractérisaient par une approche brute, presque brutale, des problèmes sociaux du Portugal dans une perspective de genre. La pauvreté, l'exclusion sociale, la discrimination au travail, l'analphabétisme et l'inégalité sont abordés, du nord au sud du pays, à partir d'histoires concrètes de femmes invisibles. Mais des questions de nature plus juridique, comme le divorce et le droit de la famille, ou plus culturelle, comme la vision élargie et intersectionnelle du rôle des femmes dans la société et dans le monde, sont également abordées à travers le prisme de l'égalité entre les hommes et les femmes. L'un des reportages, diffusé en 1976, sur la pratique de l'avortement clandestin, qui était criminalisé à l'époque, a valu aux deux journalistes une mise en accusation du Ministère Public et est devenu l'un des premiers porte-étendards de la lutte pour la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse au Portugal. Notre réflexion

croise l'histoire du journalisme télévisé révolutionnaire émergent avec l'histoire du féminisme portugais et les principales causes et discours des années 1970, en cherchant à analyser les représentations, les arguments et les formats télévisuels les plus expérimentaux qui ont été utilisés dans les reportages documentaires sur les questions féminines.

**Michel Cahen, Sciences Po Bordeaux/CNRS, « Le 25 avril 1974, une révolution lusotropicaliste? »**

La Révolution des Œillets est un exemple paradigmatique de la combinaison de différents « secteurs » des révolutions, liant en effet deux de ces trois derniers : capitalisme central, capitalisme périphérique, pays dits socialistes. Le 25 Avril est évidemment le produit combiné de la lutte armée anticoloniale africaine et de la montée des mécontentements au Portugal même. Mais si le Portugal des années 1970 n'est pas un « pays semi-périphérique », comme l'est le Brésil par exemple (le débat fait rage depuis des années sur cette qualification), il est sans aucun doute un pays situé au sein du centre mais à sa périphérie. Cette position n'est pas seulement une question d'insertion spécifique dans le système-monde capitaliste, car elle a de puissants effets idéologiques.

On comprend facilement qu'un pays rural, retardataire, n'ayant pratiquement pas connu de révolution industrielle, n'allait pas produire un fascisme de type allemand, ou même italien. Sa colonisation, bien plus reflet de la structure socio-économique métropolitaine que de la forme politique du régime au pouvoir à partir de 1926-1933, allait connaître des spécificités relatives (car les points communs avec les autres colonisations sont légion), mais réelles. L'idéologie coloniale salazariste allait tenter de faire contre mauvaise fortune bon cœur : la faiblesse des investissements en capitaux, par exemple, allait être la preuve que le Portugal n'était pas en Afrique pour exploiter les gens, mais par vocation humaniste, voire amoureuse — d'où le métissage. Ainsi s'explique la captation salazariste du lusotropicalisme de Gilberto Freyre : l'exceptionnalité portugaise pouvait être la justification de son maintien aux colonies alors que les autres puissances entraient dans la décolonisation.

Alors que la révolution du 25 Avril engagea la décolonisation, on aurait pu penser qu'une rupture profonde serait faite avec le lusotropicalisme. Cela ne se produisit guère. En effet le mouvement des capitaines, qui favorisa une partie des mouvements de libération au détriment d'autres, permit de faire oublier que c'est bien l'armée qui avait mené la guerre coloniale, puisque c'est elle qui l'arrêtait ! Mais le soutien du MFA, après la sortie du pouvoir du général Spínola, aux mouvements apparemment les plus progressistes et dont les dirigeants, lusophones et souvent créoles, ressemblaient culturellement aux militaires portugais, développa une espèce de conscience tiers-mondiste: le Portugal pauvre n'était donc pas vraiment impérialiste, la guerre avait été causée par le régime mais donc point par le pays et ce même pays maintenant démocratisé ne pourrait jamais développer avec les « PALOPs » des relations de type néocolonial. Le Portugal restait « plus proche » des Africains, pourrait même constituer un « pont » entre l'Europe et l'Afrique et la constitution souhaitée d'une « communauté lusophone » (qui sera concrétisée en 1996) ne serait pas une simple organisation interétatique mais bel et bien une unité de peuples liés par le sang – discours évidemment inacceptable pour les Africains.

La communication détaillera ce parcours. Cela ne signifie pas que la Révolution des Œillets a eu comme objectif le développement du lusotropicalisme, mais de montrer que ce dernier a traversé sans encombre les tumultes du PREC, ce qui explique qu'il ressurgit périodiquement dans des discours officiels ou journalistiques, même si les sciences sociales portugaises ont aujourd'hui, très largement, rompu avec ces mythes.

**David Castaño, Universidade NOVA de Lisboa, « Mário Soares et le 25 avril : l'affirmation improbable d'un leadership ».**

En avril 1974, Mário Soares est à la tête d'un parti à la structure fragile et peu présent dans son pays. À sa gauche, le Parti socialiste nouvellement créé tentait de s'imposer entre le grand parti d'opposition clandestin, le Parti Communiste Portugais, et les récents, petits, mais très actif, mouvements et groupes d'extrême gauche, qui attiraient les jeunes générations des grandes villes. Au centre, la lutte pour trouver leur propre espace était menée contre les dissidents du « marcelismo », qui souhaitaient se rapprocher des modèles proposés par la socialdémocratie européenne. Soares était l'un des principaux visages de l'opposition, il s'était construit un réseau de contacts internationaux et avait pris ses distances avec les communistes, mais il était considéré par beaucoup comme l'héritier de l'opposition républicaine traditionnelle. Il allait avoir 50 ans et avait un passé honorable, mais peu de gens lui voyaient un avenir politique prometteur. Cependant, lorsque le coup d'État militaire a ouvert la voie à un processus révolutionnaire qui a mis en péril l'établissement d'un régime démocratique, pluraliste et représentatif, Mário Soares s'est imposé comme le principal dirigeant civil de la transition démocratique au Portugal.

Partant du travail de certains auteurs qui, dans le cadre de la science politique et de l'étude des processus de transition démocratique, ont mis l'accent sur l'importance du contexte international, des réseaux et des liens transnationaux tissés par les différents agents politiques (Pridham, 1991 ; Whitehead, 1996), nous avons l'intention, dans cette communication, de mêler cette dimension théorique avec une étude de cas, en analysant l'influence des acteurs externes sur l'affirmation politique de Mário Soares et du Parti Socialiste pendant la transition révolutionnaire (1974-1975). En conjuguant l'examen de sources primaires nationales et internationales (archives de Mário Soares, Fondation Mário Soares et Maria Barroso ; archives du Parti Socialiste, Fondation Mário Soares et Maria Barroso ; National Archives, États-Unis ; The National Archives, Royaume-Uni), nous analyserons les contraintes externes et internes, les menaces, les opportunités et les choix faits par le leader des socialistes portugais pendant certains des épisodes clés de la transition révolutionnaire et leur impact sur la trajectoire empruntée par le pays. L'importance du soutien extérieur dans la structuration du Parti Socialiste ; l'évolution de sa stratégie par rapport à l'établissement d'une relation privilégiée avec le Parti Communiste et la reproduction au Portugal du Programme Commun établi en France entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste ; l'engagement dans une stratégie électorale et le rejet conséquent des propositions qui la minimisaient (continuité du PDM en tant que mouvement unitaire regroupant les forces politiques de la gauche ; participation du MFA à l'Assemblée Constituante) ; l'évolution de l'implication du MFA dans le processus politique ; la tension entre légitimité révolutionnaire et légitimité démocratique (électorale) et l'importance du soutien extérieur dans ce contexte, seront analysés dans une perspective qui mettra l'accent sur l'articulation entre le contexte interne, au sein duquel ressortent les tensions entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, et le contexte externe, marqué à l'époque par une éclaircie dans les relations entre les deux blocs, la détente, qui aurait pu être mise en péril par les événements au Portugal.

**1. Morgane Delaunay, Universidade de Lisboa, « Les ‘retornados’ d’Angola et du Mozambique et la vie politique portugaise ».**

Au lendemain de la révolution des œillets d'avril 1974, le Portugal, comme d'autres puissances coloniales européennes auparavant, a été directement confronté aux migrations post-coloniales. L'une d'entre elles a été l'arrivée ou, dans certains cas, le retour de plus d'un demi-million de colons portugais d'Angola et du Mozambique au cours du processus de décolonisation des territoires africains sous domination coloniale portugaise. Connus sous le nom de « *retornados* », leur arrivée s'est déroulée dans un contexte marqué par une très forte instabilité économique, sociale et politique. Le Portugal était entré dans le « processus révolutionnaire en cours », qui ne s'est achevé qu'en avril 1976 avec l'approbation d'une nouvelle constitution. C'était une période de réorganisation des forces politiques existantes, ainsi que d'émergence de nouveaux acteurs politiques. Les six gouvernements provisoires qui se sont succédé au cours de cette période de deux ans ont dû faire face à ces arrivées massives et mettre en œuvre une série de mesures actives dans le domaine du logement, de l'intégration économique, de l'éducation et de l'assistance sociale, ce qui a représenté un défi supplémentaire pour les nouvelles autorités portugaises.

Cette communication vise à analyser ce phénomène migratoire à travers un prisme politique, en identifiant les impacts politiques, à différents niveaux, de l'arrivée des « *retornados* ». Elle présentera les tentatives d'organisation des rapatriés ainsi que leur participation et leur comportement politiques, la réaction des partis politiques portugais face à l'installation des rapatriés, qui a coïncidé avec une période électorale, mais aussi la manière dont ils ont essayé de capter l'électorat des rapatriés.

**2. Elsa Peralta, Universidade de Lisboa, « Les ‘retornados’ des colonies portugaises en Afrique et la mémoire conflictuelle du colonialisme et de la décolonisation ».**

50 ans se sont écoulés depuis la fin du colonialisme portugais en Afrique. Cependant, le colonialisme portugais et la décolonisation restent parmi les thèmes les plus controversés de l'histoire nationale. Si une mémoire glorifiante continue d'occuper une place centrale dans les formulations de l'identité nationale, le colonialisme portugais et la décolonisation révèlent de nombreuses fractures mémorielles. Ces dernières années, et parallèlement au mouvement antiraciste et décolonial mondial, les icônes de la célébration nationale-impériale ont également fait l'objet de critiques au Portugal. Cependant, la mémoire de la décolonisation portugaise et les événements qui l'ont accompagnée restent opaques et difficiles à articuler. L'un de ces événements a été le retour soudain dans l'ancienne métropole de plusieurs centaines de milliers de colons portugais vivant dans les territoires africains colonisés par les Portugais. Bien qu'il s'agisse d'un événement d'une ampleur considérable et d'une importance majeure pour la société et l'histoire portugaises, son souvenir est généralement confiné aux sphères privées et semi-privées de la socialisation de ces populations. Dans la sphère de la mémoire publique, ce n'est que récemment que le thème a fait l'objet d'une attention mémorielle plus large, qui tend à reproduire les tropes génériques autour de l'expérience des rapatriés et contribue à homogénéiser une population traversée par des différences de genre, des structures de classe et des racialisations. Cette présentation se concentre sur la mémoire du retour et des rapatriés afin d'aborder les aspects controversés et paradoxaux de la mémoire du colonialisme et de la décolonisation dans la société portugaise. Elle cherchera également à établir des comparaisons avec d'autres migrations de décolonisation afin d'explorer leur place mémorielle dans l'Europe postcoloniale.

### **3. Bruno Góis, Universidade de Lisboa, « Femmes portugaises ‘retornadas’ d'Angola : trajectoire sociale, nostalgie coloniale et participation politique ».**

Dans le contexte de la décolonisation, plus d'un demi-million de Portugais, principalement des personnes blanches et métisses, sont retournés au Portugal, entre 1974 et 1979, en provenance des anciennes colonies d'Afrique. Environ 60 % de ces rapatriés venaient d'Angola, fuyant la guerre civile et les changements sociaux brutaux. L'histoire de cette population est peu étudiée du point de vue des travailleurs salariés et des petits propriétaires terriens. De même, l'intersection du genre et de la « race » n'a guère été prise en compte. En analysant ce que l'on appelle les « *retornados* » du point de vue de la classe, du genre et de la « race », cette communication mobilise les récits de vie de femmes portugaises d'Angola. Le choix s'est porté sur des femmes de nationalité portugaise venues d'Afrique en Europe dans le contexte du rapatriement et qui ont vécu dans la même ville en Angola (Malanje) et/ou dans le même quartier au Portugal (Vale da Amoreira, dans la banlieue de l'aire métropolitaine de Lisbonne). Les trajectoires sociales de ces femmes portugaises, en ce qui concerne l'école, le travail et les loisirs, seront situées dans les vagues migratoires vers les colonies et dans le processus de réintégration dans l'ancienne métropole. Leur rapport au passé colonial sera interrogé, en tenant compte des pratiques de nostalgie coloniale, à savoir les rencontres en face à face et la participation à des groupes en ligne. Leurs opinions et leur participation politiques seront également abordées.

### **Rui Graça Feijó, Universidade NOVA de Lisboa, « Sphère publique, liminalité, indétermination et agentivité dans la Révolution Portugaise ».**

Le 25 avril 1974, un mouvement composé de différents secteurs de l'armée a renversé l'État Nouveau. En l'espace d'une semaine, avec comme point culminant la gigantesque manifestation populaire du 1<sup>er</sup> mai, le coup d'État commença à se transformer en révolution, qui allait s'accroître au cours de l'année et demie suivante, jusqu'à ce que le PREC prenne fin en raison des événements du 25 novembre 1975. La proclamation à la nation lue par le général Spínola dans la nuit du 25 avril établit un programme minimum susceptible d'être accepté par une grande majorité de Portugais, issus de diverses familles politiques et militaires et occupant différentes positions dans la société. Le programme du MFA, publié quelques jours plus tard, finira par être considéré par Inácia Rezola comme « le pionnier dans l'ambiguïté qui caractérisera le processus révolutionnaire portugais » (2007 : 64). Ainsi, l'histoire de cette période ne peut être considérée comme le triomphe d'une idée préconçue du changement politique, c'est-à-dire une lecture de l'histoire à partir du présent (une démocratie libérale à forte composante sociale, façonnée par la Constitution de 1976, qui a initié la « Troisième vague de démocratisation » Huntington 1991). Au contraire, il faut y voir une longue période de confrontations entre différentes conceptions de l'avenir du Portugal, dans laquelle une large mobilisation populaire a joué un rôle très actif dans le déroulement des événements et dont l'issue fut très incertaine. Dans cette communication, nous tenterons d'énumérer les principales options politiques – des secteurs qui avaient récemment rompu avec l'État Nouveau, en passant par ceux qui avaient mené des luttes de longue haleine contre lui – en mettant en évidence la multitude de propositions en jeu. Nous soulignerons la nature radicalement indéterminée d'un processus basé sur une importante dimension d'agentivité collective. Enfin, une réflexion sur l'année et demie d'existence du PREC cherchera à mettre en évidence la nature des compromis qui alimentent la solution durable qui, à travers la Constitution en vigueur depuis 1976, s'apprête à fêter ses 48 ans d'existence.

**Susana Ferreira, Université de York (Canada), « Le problème de l'appartenance : trahison et nationalité dans le Portugal post-impérial ».**

Notre communication examinera comment l'ouverture du Portugal à l'Europe et les contours spécifiques du rejet de l'empire salazariste se sont faits aux dépens de nombreux Africains, descendants d'Africains et de Portugais noirs dont les luttes ont rendu possible le 25 avril 1974. Notre attention se portera particulièrement sur les dimensions, la logique et les conséquences de la première législation régissant la citoyenneté – ou plutôt la nationalité – dans le Portugal nouvellement démocratique, en l'analysant comme un acte de trahison et de blanchiment de la population. En d'autres termes, si la révolution des œillets a marqué la fin de l'occupation coloniale, le nouveau cadre juridique qui a suivi pour déterminer l'appartenance et la non-appartenance au Portugal a réaffirmé les racismes salazaristes et coloniaux.

La révolution de 1974 a marqué la chute de la dictature de l'État Nouveau, ainsi que l'effondrement de la rhétorique multiculturelle opportuniste utilisée par le régime pour justifier les occupations coloniales du Portugal. António de Almeida Santos a été chargé de rédiger une nouvelle loi sur la nationalité, un texte législatif important pour un pays qui, juridiquement, ne s'étendait plus « du Minho à Timor » et qui devait décider qui appartenait à son territoire et qui n'en faisait plus partie. Les « natifs » d'Angola, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de São Tomé e Príncipe « étaient portugais en raison d'une fiction juridique établie par la Constitution de 1933 », écrivit Almeida Santos des décennies plus tard dans ses mémoires intitulées *Quase Memórias*. Il a ainsi décidé de retirer à ces « natifs », qui possédaient désormais des pays indépendants, la citoyenneté portugaise, y compris à ceux qui vivaient au Portugal. Cette privation massive de droits n'a pas été appliquée aux anciens territoires indiens du Portugal. « Salazar lui-même a admis que les Africains ne faisaient pas partie de la nation portugaise. Comment pourraient-ils avoir droit à la nationalité d'une nation dont ils ne font pas partie ? », poursuit Almeida Santos.

Nous interrogerons cette tension, à savoir : comment la création de la première loi sur la nationalité dans le Portugal démocratique était fondée sur une logique salazariste raciste, qui visait à ancrer davantage le concept de portugalité – et, par conséquent, le P majuscule de « Peuple » après la révolution – dans la blancheur, et comment elle a trahi les Africains, les Afro-descendants et les Portugais noirs qui ont joué un rôle déterminant dans la lutte pour la liberté sur les deux continents ? Nous souhaitons aussi examiner le choix du mot « nationalité » plutôt que « citoyenneté » et comment la législation a abandonné la façade lusotropicaliste et comment le *Decreto-lei 308A/75* du 24 juin 1975 a préparé le terrain pour la *Lei 37/81* du 3 octobre, qui est raciste et restrictive. Nous nous intéresserons également à la manière dont l'europanité (à savoir l'acceptation du Portugal par les États d'Europe centrale comme étant suffisamment européen) est mesurée en actions, comme si l'europanité du Portugal, ou son appartenance à l'Europe, dépendait de l'accomplissement de tâches particulières (à savoir la promulgation de lois racistes et restrictives régissant la citoyenneté, la résidence et l'immigration) et non d'un fait géographique.

**Paulo Figueira, Université de Lisbonne, « Entre l'État Nouveau et l'autonomie : un redimensionnement possible du roman historique *A Filha de Tristão das Damas*, de João dos Reis Gomes ».**

Pendant l'État Nouveau, certaines œuvres littéraires ont servi les objectifs du gouvernement, tant en termes de politique intérieure et extérieure qu'en termes de vision de la lusophonie. Avec la révolution des œillets et l'avènement de la démocratie, nombre de ces œuvres sont tombées dans l'oubli. Sans ses territoires d'outre-mer, le territoire du Portugal se résumait ainsi à son territoire continental, à deux régions insulaires autonomes, les Açores et Madère,

ainsi qu'à l'administration du territoire de Macao, cédé entretemps à la République populaire de Chine. La démocratie portugaise a également été intégrée au projet européen (l'actuelle Union européenne). Au cours des 50 années qui se sont écoulées depuis la révolution des œillets et au fil des générations nées en démocratie, la vision et la pensée concernant le Portugal et la lusophonie ont changé. Pour cette raison, et compte tenu des défis proposés par ce colloque, plusieurs interrogations appellent à une réflexion ouverte sur l'image du Portugal, sur la nostalgie de l'Empire, sur l'influence et la modernisation européennes et sur l'attachement à la patrie. S'y ajoutent la question des autonomies des Açores et de Madère au sein du Portugal et de l'Europe et leur contribution à la construction du pays post-25 avril.

Pour relever ce défi, nous nous pencherons sur toute une littérature, un temps oublié, mais qui, avec la maturation de la démocratie, est de nouveau étudiée. Les temps nouveaux ont-ils trouvé dans cette littérature, souvent chère à l'État Nouveau, des agents de légitimation de l'affirmation des valeurs nationales et régionales au sein de la culture démocratique du pays ? Dans le cas du roman historique, quelles réflexions peut-on faire sur le redimensionnement des références historiques fictionnalisées dans différents contextes ? 50 ans après la Révolution des Œillets, de nouvelles lectures émergent sur la scène portugaise, notamment avec la réintroduction d'héros panégyriques qui ont alimenté les visions d'un monde d'avant le 25 avril et qui aujourd'hui, dans le cas spécifique de l'autonomie madérienne, suggèrent une hypothèse d'identité au sein de la patrie portugaise et un sous-système littéraire intégré dans un système dépassant la Littérature Portugaise. En termes de mémoire, de culture et d'identité, l'idée d'autonomie madérienne trouve, dans *A Filha de Tristão das Damas*, de João dos Reis Gomes, des raisons de faire l'éloge des héros panégyriques qui rendent l'archipel portugais si important pour la patrie. L'intention première de ce roman historique était de faire connaître l'aide apportée par Simão da Câmara, le troisième capitaine de Funchal, dans la prise de Safi, ce qui constitue une référence à l'histoire de l'archipel et à l'apologie de l'empire africain. Pour cette raison, il n'est pas surprenant que l'État se soit approprié l'ouvrage lors de deux périodes clés de sa politique étrangère : les lendemains de la Seconde Guerre mondiale et ladite guerre coloniale. Après 1974, le genre du roman historique est tombé dans l'oubli, sans doute pour ses liens avec l'État Nouveau. Cependant, pour des raisons d'autonomie politique, *A Filha de Tristão das Damas* a de nouveau fait l'objet, comme d'autres œuvres « oubliées », de l'attention d'institutions officielles – et pas seulement – liées aux *Cultural Studies* et aux *Island Studies*, avec sa réédition par la Direction régionale de la culture et sa diffusion dans le système éducatif. Aussi, nous chercherons dans cette communication à problématiser le redimensionnement d'un roman historique, cher à l'État Nouveau, qui, après la révolution, est venu contribuer à mettre en avant l'importance culturelle et l'identité de l'archipel de Madère, en tant que région portugaise autonome et région européenne ultrapériphérique.

**Manfredo Gambino, Università degli Studi di Parma, « L'Italie rouge dans l'Afrique noire : la gauche italienne engagée dans la décolonisation portugaise au Mozambique ».**

La transition portugaise de 1974 constitue un épisode unique dans l'histoire des changements de régime en Europe au XXème siècle. L'effondrement du salazarisme a déclenché une série de dynamiques politiques internes et une superposition de processus historiques internationaux. La Révolution des Œillets a représenté un point de convergence pour des processus historiques plus vastes, contribuant à la chute du dernier bastion du colonialisme, en ouvrant de nouvelles opportunités pour l'expansion de la Communauté européenne. Bien que la lutte pour l'indépendance du Mozambique puisse sembler éloignée du contexte italien, il est nécessaire de rejeter cette idée, car au cours de la période de lutte pour l'indépendance du pays, certains secteurs de la société italienne ont exprimé leur soutien à la cause du mouvement de libération FRELIMO. En particulier, ce soutien provenait d'organisations de

solidarité, groupes de gauche, intellectuels et certaines personnalités du Parti communiste italien. Ces groupes organisaient des manifestations, des réunions publiques et des campagnes de sensibilisation pour promouvoir la cause de l'indépendance mozambicaine, en critiquant franchement le colonialisme portugais et son exploitation impérialiste, en reconnaissant les mouvements de libération comme représentants légitimes de leurs peuples. Un soutien particulier a été exprimé, grâce à l'engagement de certains militants communistes, par la ville de Reggio Emilia, qui est devenue un point de référence et de soutien pour le FRELIMO. La décolonisation africaine a donc joué un rôle significatif dans la politique étrangère du Parti communiste italien et a façonné un nouvel internationalisme. L'engagement du Parti en faveur du Mozambique a marqué une nouvelle position internationale, de moins en moins alignée sur la politique étrangère de l'Union soviétique et de plus en plus favorable aux mouvements de libération en Afrique, principalement inspirés par le socialisme comme horizon idéologique.

Dans ce contexte, une expérience significative de solidarité et de collaboration s'est développée entre la ville de Reggio Emilia et les mouvements de libération du Mozambique. Un aspect clé est que le soutien n'était pas seulement idéologique et moral, mais concret et matériel, basé sur l'envoi de dispositifs médicaux à l'hôpital de Capo Delgado grâce aux relations avec l'Arcispedale S.Maria Nuova de Reggio Emilia. Les premiers contacts entre ces mondes, en apparemment très éloignés, ont eu lieu en 1963 lorsque le maire communiste Renzo Bonazzi a rencontré Amilcar Cabral et Marcelino dos Santos, leaders indépendantistes africains, à Varsovie lors d'une conférence, cette rencontre a amené une correspondance fructueuse entre eux. Pour mieux comprendre comment s'est ensuite développé le lien spécifique entre Reggio Emilia et le Mozambique, il est nécessaire d'envisager plusieurs niveaux de relation. Tout d'abord, il y avait un fort lien entre les personnes impliquées ; en deuxième lieu, il existait un réseau d'associations et de groupes actifs à Reggio Emilia, qui considéraient la lutte antifasciste et anticoloniale comme le pivot de leur combat politique et soutenaient la cause des colonies portugaises comme l'avantgarde de cette lutte. Pour reprendre les mots du leader mozambicain Samora Machel : « La solidarité internationale n'est pas un acte de charité, c'est un acte d'unité entre des alliés qui luttent sur des terrains différents pour les mêmes objectifs ».

### **Jacinto Godinho, Universidade Lusófona, « Os Olhos da Revolução : os cineastas que filmaram e editaram o 25 de Abril ».**

Cette communication examinera la manière dont le journalisme télévisé a rendu compte de la révolution du 25 avril au Portugal. Comment les réalisateurs ont-ils perçu les événements ? Que voulaient-ils voir ? Sur quoi ont-ils mis l'accent ? Les militaires ou le peuple ? Entre la vision naïve des reporters portugais et le regard expérimenté des équipes de journalistes internationaux, des images d'une révolution romantique avec des œillets au bout des fusils ont été fabriquées.

À partir de la publication du livre *Le Portugal et l'avenir*, de l'éviction des généraux Spínola et Costa Gomes, en passant par le coup d'État manqué de Caldas da Rainha de mars 1974, la situation au Portugal a attiré de nombreux journalistes étrangers attentifs à un éventuel coup d'État militaire au Portugal. Deux équipes de télévision sont arrivées à Lisbonne, avec deux journalistes très expérimentés en matière de conflits internationaux, le Belge Josy Dubié et le Français Dominique Le Roux. Josy Dubié, un journaliste de gauche, réussit à entrer en contact avec des sections du PCP et réalise un reportage avec des interviews clandestines de différentes personnalités de l'opposition, comme José Manuel Tengarrinha et Sérgio Ribeiro, militant du PCP qui l'a aidé dans ses prises de contacts et qui a eu le courage de répondre en tant qu'ancien prisonnier politique. Tengarrinha et Ribeiro ont tous deux été arrêtés à la suite de la diffusion du reportage de Dubié « Le Portugal ou l'Impasse », le 2 avril 1974 sur la

RTBF, et ont fait partie des derniers prisonniers de la PIDE/DGS. L'un des interviewés, qui répond sous couvert d'anonymat, est un militaire impliqué dans la conspiration du Mouvement des capitaines et qui allait intégrer l'unité responsable de l'occupation de la RTP le 25 avril. Il s'agit d'António Reis, un historien, membre clandestin du PS et journaliste de la revue *Seara Nova*. Dominique Le Roux travaillait à l'époque pour l'ORTF, mais des soupçons pèsent sur sa possible appartenance aux services secrets français SCDECE. Sympathisant de l'extrême droite française, il avait des liens avec d'anciens membres de l'OAS exilés au Portugal après la crise algérienne de 1962 et qui avaient été utilisés par la PIDE comme espions, par l'intermédiaire de l'agence Aginter Press. Le Roux est arrivé accompagné du jeune cinéaste Jacques Boumendil et disposait d'informations que personne d'autre n'avait, contrairement à tous les autres journalistes présents au Portugal après le coup d'Etat manqué de Caldas da Rainha le 16 mars et qui ont renoncé à attendre la révolution, comme Josy Dubié, qui a quitté le pays et n'est revenu que le 27 avril après le coup d'Etat militaire. Dominique Le Roux a attendu à Lisbonne avec son équipe de tournage et, au petit matin du 25 avril, un mystérieux capitaine l'a averti, à 3 heures du matin, dans l'hôtel où il logeait, que la révolution était en marche. Qui était vraiment Dominique Le Roux ? Comment a-t-il su à l'avance pour le 25 avril ? Cinquante ans après, nous allons, en montrant notamment des images inédites, tenter de percer le mystère du premier et plus complet reportage sur le 25 avril au Portugal.

**George Gomes, Université Rennes 2, « Le 25 avril et le temps de l'exil : les dernières défaites de Marcello Caetano ».**

Notre communication se penchera sur la trajectoire des principaux cadres de l'État Nouveau dans le contexte du 25 avril 1974. Nous nous intéresserons tout particulièrement au cas de Marcello Caetano, en examinant des ouvrages comme ses mémoires intitulées *Minhas memórias de Salazar* (1975) et surtout, la série d'entretiens concédés par l'ancien « Premier ministre » depuis son exil brésilien et compilés dans des ouvrages comme : *O 25 de abril e o Ultramar* (1976), *Marcelo Caetano, Angola e o 25 de abril* (1985) et *A verdade sobre o 25 de abril* (Edição do Jornal "O mundo Português", Lisboa : 1976). Nous prendrons aussi en compte les ouvrages de l'historien Joaquim Veríssimo Serrão tels que *Correspondência com Marcello Caetano* (1980) et *Marcello Caetano. Confidências no exílio* (1985). Nous chercherons ainsi à démontrer comment le successeur de Salazar à la tête de la dictature portugaise s'est, entre sa prise de pouvoir en 1968 et sa mort en 1980, trouvé, aussi bien à gauche qu'à droite de l'échiquier politique, confronté à un profond courant d'opposition, voire parfois de rejet de sa personne. Toutefois, nous montrerons aussi comment, malgré son isolement politique profond, Caetano n'a cessé de défendre ses choix et de représenter une sorte de courant contestataire d'extrême droite, qui, un demi-siècle après la révolution, continue d'exister au Portugal.

**Frédéric Heurtebize, Université Paris Nanterre/CNRS, « Le regard des syndicalistes américains à Lisbonne durant la Révolution des Œillets ».**

L'historiographie des quinze dernières années a mis en lumière la dimension transnationale européenne de la révolution des Œillets et notamment le rôle critique joué par les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe occidentale pour accompagner la transition démocratique au Portugal. Des chercheurs ont examiné l'action de dirigeants tels que Willy Brandt, Helmut Schmidt ou Olof Palme pour soutenir les forces démocratiques et tempérer la crainte des Etats-Unis d'une prise de pouvoir par des forces d'extrême gauche aux contours incertains; d'autres se sont concentrés sur le rôle du Parti socialiste durant la révolution et de son dirigeant, Mário Soares, pour obtenir le soutien de ses alliés ouest-européens; d'autres

encore ont analysé le rôle joué par les fondations, ouest-allemandes pour la plupart, dans la fourniture d'une aide financière et matérielle au Parti socialiste dans son opposition au Parti communiste. Dans l'ensemble, ces travaux ont montré de manière convaincante l'importance des réseaux transnationaux sociaux-démocrates européens et l'impact réduit des acteurs états-uniens.

Cette communication examinera le rôle joué par les deux plus grandes organisations syndicales des États-Unis dans la transition du Portugal vers la démocratie, un rôle largement négligé, voire ignoré, par l'historiographie. S'appuyant sur les archives de l'AFLCIO (American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations) et de l'UAW (United Auto Workers), la communication examinera l'attitude des syndicats à l'égard de la révolution dans sa phase initiale, puis à l'égard de l'emprise croissante du MFA et du PCP sur le pouvoir entre l'automne 1974 et l'automne 1975. Quels furent leurs constats et appréciations ? Quelles actions ont-ils menées ? Dans quels réseaux transnationaux s'inscrivaient-ils ? En quoi leurs approches ont-elles différé ? Enfin, quelle influence et quel impact ont-ils eu ? Présente à Lisbonne dès le 8 mai 1975, une délégation de l'AFLCIO observe avec les événements avec espoirs et appréhension. En contact étroit avec des syndicalistes «frères» de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), les syndicalistes américains s'inquiètent de la force des organisations communistes et pro-Moscou, notamment dans l'*Intersindical*, et de la naïveté des acteurs censés contenir le «danger» communiste: Spínola («Il n'est pas maître en son royaume»), Soares et son parti («Ce n'est pas le socialisme que l'on respire dans ce parti»), ou l'ambassade américaine («totalement ignorante des questions syndicales»). L'UAW se montre toutefois plus mesuré dans son appréciation, acceptant d'aider financièrement les syndicalistes non communistes au printemps 1975 malgré un climat qu'il juge préoccupant.

Cette communication replacera la politique de ces deux centrales syndicales dans la perspective plus large de la guerre froide et de la détente, de la politique de Washington face au retour du « danger » communiste en Europe du sud (eurocommunisme et transitions démocratiques), de l'autonomisation des acteurs européens et des défis posés par l'affirmation du Sud global. Ce travail s'inscrit dans une recherche plus vaste, menée dans le cadre d'une délégation CNRS, examinant la politique des États-Unis face aux transitions démocratiques ; il s'appuie sur l'examen d'archives étatiques et non-étatiques aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, au Portugal, en Espagne et en Italie. La communication puisera également dans ces sources.

**Helena Lima et Ana Isabel Reis, Universidade do Porto, « Les sons de la radio pour mémoire du 25 abril 1974 ».**

Le rôle joué par la radio dans la révolution de 1974 au Portugal est reconnu. Alors que nous célébrons le 50<sup>e</sup> anniversaire de cet événement, les sons de la radio constituent un leg de la mémoire collective du jour où la dictature a pris fin. Célébrer la révolution, c'est aussi reconstruire la chronologie au cours de laquelle l'articulation entre les militaires, les professionnels de la radio et les journalistes a permis le début du soulèvement et des informations transmises aux Portugais autour de cette journée historique. L'importance la radio tout au long de ce processus est reconnue par les différents acteurs. De multiples raisons expliquent son rôle central, tout comme la manière dont les professionnels de la radio ont rejoint ce processus et, finalement, la diffusion des informations à la population. Dans un pays où le taux d'analphabétisme était élevé et où la télévision n'avait pas encore réussi à entrer dans tous les foyers, la radio était le média privilégié à l'époque. Au début des années 1970, la radio prévalait en effet dans une société portugaise essentiellement rurale et analphabète (Ribeiro, 2005) : les analphabètes représentaient 26% de la population adulte. En 1974, il y

avait plus d'un million de récepteurs radio (Cristo, 2005 ; Ferreira, 2013) au Portugal et, au tournant des années 1970, la radio subit des transformations qui, d'une certaine manière, créèrent les conditions de son protagonisme au moment de la révolution. La radio est devenue le poste de commandement des rebelles et est responsable des symboles sonores qui identifient le 25 avril. La participation des stations de radio au mouvement militaire a été décidée dès le début. Selon Otelo Saraiva de Carvalho, les *Capitães de Abril* avaient élaboré un plan détaillé et des contacts informels furent établis avec des journalistes radio qu'ils connaissaient et d'autres qui étaient réputés pour leur opposition au régime. Ce lien a permis à la radio de jouer un rôle central dans le déroulement du coup d'État militaire. D'autre part, au cours de la journée du 25 avril, ce sont les journalistes radio qui ont enregistré et diffusé au public tous les moments d'une nouvelle étape de l'histoire portugaise : conversations entre militaires, manifestations populaires, libération de prisonniers politiques, arrestations d'agents de la police secrète PIDE ou reddition du gouvernement de Marcello Caetano. Les premiers reportages et la possibilité de transmettre en direct ont conféré à la radio un rôle central incontestable dans les événements de la révolution d'avril. Cette importance est évidente, non seulement dans la façon dont les militaires, les politiciens et les journalistes ont perçu leur rôle (RIBEIRO, 2002 ; MAIA, 1999 ; VIEIRA, 2010), mais aussi dans les transformations de la programmation et de l'information qui ont suivi. Notre méthodologie consistera à croiser différentes sources d'information connues au cours des 50 dernières années et à analyser les reportages radio réalisés pendant cette période, afin de comprendre comment les sons font partie de l'histoire de la révolution d'avril.

**Rita Luís, Universidade NOVA de Lisboa, « Les médias : nous ne pouvons pas vivre avec eux, nous ne pouvons pas vivre sans eux. Manuel Vázquez Montalbán et la révolution au Portugal ».**

Il est désormais bien connu que le processus politique et social qui a débuté le 25 avril 1974 a eu un impact majeur en Espagne. Il a effrayé un régime au bord de l'effondrement, mais lui a aussi permis de comprendre qu'il devait éviter d'être pris par surprise. Ce processus a, en outre, suscité l'espoir de l'opposition au régime franquiste, en lui permettant de rêver et même de goûter une liberté qui n'était qu'à un voyage en voiture de distance et ainsi d'organiser des partis politiques clandestins, des manifestations, trouver l'exil ou simplement de regarder des films et d'acheter des livres interdits. Dans les presque soixante chroniques que Manuel Vázquez Montalbán a publiées entre mars 1974 et décembre 1975, nous avons un aperçu de toute cette dynamique, intégrée néanmoins dans une vision globale du processus révolutionnaire portugais, qui identifie l'Empire colonial portugais comme l'un de ses nœuds gordiens.

C'est à partir de cette vision globale que nous situons le rôle de Montalbán dans la presse franquiste tardive, en observant la manière dont il pense les médias et l'usage qu'il en fait. Une réflexion qui peut être extrapolée au moment où se déroule le processus révolutionnaire : entre une guerre froide opposant l'Est et l'Ouest et un mouvement de décolonisation proposant un dialogue Nord-Sud. En 1975, Montalbán tente de déconstruire la vision hégémonique, dans la revue humoristique qu'il codirige, *Por Favor*, du processus révolutionnaire portugais de moins en moins célébré, voire, commençant à être redouté en Espagne et pas seulement. Ses chroniques permettent des lectures multiples : on y suit la réception du processus en Espagne, mais aussi une lutte pour une plus grande liberté d'expression, soutenue par une critique du rôle de la presse dans certains processus politiques et, surtout, du système global qui l'alimente ; un système qui explique, en partie, la mauvaise presse dont a fait l'objet le processus révolutionnaire portugais dès lors qu'il voulut être plus qu'une révolution libérale.

**Enio Viterbo Martins, Universidade de Coimbra, « Le Brésil et la guerre coloniale portugaise : politique, stratégie et adaptation ».**

La guerre coloniale portugaise, qui a débuté en 1961, a eu un impact international remarquable. Le conflit mené par le gouvernement portugais sur trois théâtres d'opérations différents a eu un impact sur la communauté internationale à plusieurs égards. Les pays les plus proches du Portugal ont dû faire face à l'éventuelle nécessité de restreindre les livraisons d'armes afin que le régime portugais puisse faire face au conflit, mais l'impact ne s'est pas limité à la sphère commerciale ; il y a également eu un impact politique interne que l'historiographie est encore en train d'éclaircir, tout comme l'adaptation des tactiques portugaises lors du conflit. Notre communication vise à analyser l'impact de ce conflit sur l'un des pays les plus proches du Portugal : le Brésil.

Le gouvernement militaire brésilien, établi en 1964, partageait des affinités idéologiques avec le régime dictatorial portugais, dont son fort penchant anticommuniste. Toutefois, des désaccords existaient au sein du régime brésilien sur la manière d'aborder le conflit colonial portugais, ce qui a entraîné des pressions importantes de la part des militaires les plus extrémistes sur le gouvernement lui-même, dans le but d'influencer la politique étrangère brésilienne et, par conséquent, le conflit portugais.

En termes de politique étrangère, en examinant les sources liées à l'appareil de renseignement brésilien entre 1964 et 1974, nous analyserons comment la dictature brésilienne a traité les demandes en armes du Portugal, comment le Brésil s'est positionné dans les organes représentatifs multilatéraux, tels que les Nations unies et comment le système de renseignement a interprété les mouvements de libération dans les territoires africains. En outre, cette communication ne se limitera pas à l'analyse d'une politique étrangère spécifique d'un gouvernement militaire : elle offrira une perspective à long terme du régime militaire brésilien.

Une autre facette de notre analyse examinera comment les tactiques militaires portugaises ont été évaluées par les militaires brésiliens et comment leur adaptation éventuelle dans le cadre d'une utilisation sur la scène nationale a été envisagée. Un exemple de cet échange peut être identifié dans le fait que l'officier de l'armée portugaise Hermes Araújo a publié un ouvrage intitulé *Guerra Revolucionária* (1965) chez la maison d'édition de l'armée brésilienne ; un ouvrage qui a largement été approuvé par les militaires brésiliens. Comme nous le verrons, aux yeux du régime militaire brésilien, la guerre coloniale du Portugal n'était pas seulement une situation difficile à résoudre pour la diplomatie brésilienne, mais aussi une lutte du gouvernement portugais contre l'influence communiste, que le Brésil serait peut-être amené à reproduire un jour.

Cette étude sera donc divisée en trois parties : l'analyse de la position du Brésil vis-à-vis de la communauté internationale, l'analyse des actions du gouvernement brésilien en soutien à l'effort de guerre du gouvernement portugais et, enfin, la réception dans les milieux politiques brésiliens des doctrines de guerre utilisées par le Portugal.

**Rui Mateus, Universidade NOVA de Lisboa, « Les réorganisations au sein du ministère des Affaires étrangères. Un regard sur les processus de la Commission interministérielle pour la réorganisation et la reclassification ».**

Malgré les études existantes sur les caractéristiques transnationales de la révolution portugaise, qui sont principalement liées à la décolonisation et à l'ingérence étrangère, une dimension de cet événement clé dans l'histoire du Portugal et du monde tend à être oubliée : la révolution dans les espaces de représentation du Portugal à l'étranger. Tant au Ministère des Affaires Étrangères (MAE) que dans les ambassades et les consulats portugais, le mois d'avril

1974 a donné lieu à des changements qui s'inscrivaient dans la politique d'assainissement et de renouvellement du personnel mise en place par les nouvelles autorités.

L'histoire des relations entre les émigrés portugais en France et les représentants officiels de leur pays à l'étranger a été tendue et, peu après le 25 avril, les nouvelles autorités ont entendu les échos d'une volonté de changement dans le fonctionnement du réseau consulaire et diplomatique. Au MAE, l'atmosphère était agitée dans les premiers temps, mais la politique de réorganisation était guidée par une logique de discrétion et de pragmatisme et ses résultats pratiques sont restés flous, même dans la mémoire de ceux qui y travaillaient. Dans un premier temps, le ministre des Affaires Étrangères, Mário Soares, a procédé à quelques légers ajustements. Mais avec l'évolution du processus révolutionnaire et les pressions diverses, la Commission Interministérielle d'Assainissement et de Reclassement a été créée, dans le but d'étudier les différents cas possibles de renvois de fonctionnaires et d'en faire la proposition au ministre compétent. Dans le cas du MAE, la commission était dirigée par l'ancien ambassadeur, João Pequito, qui avait pour tâche supplémentaire de couvrir une aire géographique élargie, s'étendant au réseau diplomatique et consulaire dans le monde entier. Sur la base de documents inédits contenus dans les dossiers relatifs aux processus mis en place par la commission en question, nous aborderons dans cette communication les changements intervenus dans le réseau consulaire et diplomatique portugais en France et la manière dont les processus se sont développés dans le pays se trouvaient la plupart des Portugais installés à l'étranger.

Les inspecteurs consulaires étaient les agents qui enquêtaient sur les plaintes et les dénonciations qui parvenaient à la commission, par de le biais de fonctionnaires, de réclamations, de pétitions et de requêtes formulées par des immigrés relevant de la juridiction de consulats les plus divers. Les dossiers ouverts ne concernaient pas seulement les hauts fonctionnaires, tels que les consuls et les vice-consuls. Ils concernaient aussi d'autres fonctionnaires et même d'anciens travailleurs employés au niveau local par les consulats. Certains dossiers ont été traités discrètement, d'autres dans la durée et certains immigrés ne sont pas restés les bras croisés à attendre un dénouement : à certaines occasions ils ont participé activement au processus, comme ce fut le cas lors des affrontements des pétitionnaires au Havre ou de l'occupation du consulat à Nantes.

Aussi, nous souhaitons, avec cette communication, contribuer à une meilleure compréhension de la politique d'assainissement menée par le MAE, ainsi qu'à l'analyse des procédures suivies par sa commission et ses résultats (ou parfois son absence de résultats).

### **Nuno Medeiros, Université de Lisbonne, « L'édition catholique dans l'opposition à l'Estado Novo entre les années 1960 et la veille de la révolution ».**

Pendant une grande de l'existence de l'État Nouveau, les manifestations politiques de désaccord, de critique ou de confrontation au sein de l'Église catholique portugaise face aux circonstances de gouvernance, aux événements sociaux et à la relation étroite de la hiérarchie avec les structures et le positionnement idéologique du pouvoir ont présenté une stabilité et une unicité, qui ont souffert d'une érosion et d'une fragmentation évidentes à partir de la fin des années 1950 et, surtout, pendant les années 1960. Les nouvelles forces dissidentes étaient animées par le désir de revitaliser l'Église sur la base d'une tendance évangélique désireuse de construire une société capable d'atteindre des objectifs de paix et de justice sociale. La résistance au gouvernement correspondait au besoin ressenti par un nombre croissant de membres de l'Église d'intervenir davantage dans l'espace public, en prenant des positions politiques en dehors du contrôle de la hiérarchie catholique. Le monde du livre a participé à cet élan transformateur de la conscience catholique politique, en l'amplifiant et en contribuant à la formulation des règles par le biais desquelles le débat se faisait et se diffusait. L'histoire

de l'édition au Portugal au cours de ces années décisives qui ont conduit aux transformations provoquées par la révolution du 25 avril ne peut être racontée sans aborder une série de projets d'édition et d'animation culturelle et civique d'origine catholique qui, malgré leur hétérogénéité, ont révélé un dynamisme social et un positionnement politique clairement en désaccord avec le régime.

Le mouvement éditorial catholique, tourné, entre les années 1960 et la première moitié des années 1970, vers la dénonciation de la réalité sociale et politique du Portugal et l'ouverture à de nouvelles formes de positionnement religieux et théologique par rapport aux mœurs, a laissé une marque indélébile dans le paysage du livre portugais de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Exprimant une vision du monde intrinsèquement chrétienne et reflétant la dynamique du catholicisme lui-même à l'intérieur et à l'extérieur du Portugal, ce mouvement éditorial a lancé de nouveaux débats, contribuant ainsi à un renouvellement du système éditorial, qui a eu lieu entre les années 1960 et la révolution d'avril 1974, et à la prise de conscience de divers secteurs catholiques avec un impact politique et culturel évident, ce malgré le marché relativement modeste qu'il représentait. L'édition a donc participé au dynamisme du catholicisme portugais, qui s'est politisé et préparé à l'action à partir des élections présidentielles de 1958 et, plus encore, après le début de la guerre coloniale en 1961, qui s'est prolongée pendant 13 ans. En effet, le monde de l'édition et du livre n'a pas été indifférent aux thèmes émergents dans le domaine des nouvelles approches doctrinales quant à l'activité civique, pastorale et même politique de l'Église. Que ce soit par des voies moins officielles, comme l'édition à compte d'auteur, ou par des voies plus organisées et collectives, des projets éditoriaux sont nés ou se sont renforcés. Leur existence a façonné un catalogue qui s'opposait aux positions les plus traditionalistes de la spiritualité pieuse et qui accueillait des sujets et des propositions théologiques novatrices de rupture et de non-conformisme.

Outre les maisons d'édition nées ou réorientées dans leur production dans les années 1960, dont l'exemple paradigmatique a été Moraes, de nouveaux centres d'intérêts éditoriaux sont apparus au début des années 1970, dans le cadre prises de positions marquées par des liens plus ou moins étroits avec des idéaux chrétiens de dénonciation ou des groupes d'opposition catholique. C'est le cas d'Ulmeiro, librairie, maison d'édition et distributeur créé en 1969 par un groupe dirigé par José Antunes Ribeiro, qui a commencé à publier en 1970. Dès le début, son activité culturelle s'est ancrée dans la stricte articulation du dynamisme de l'édition et de la librairie, avec des séances de déclamations, de concerts, de débats et de présentations d'ouvrage. Elle ne publiait pas vraiment des livres de nature ecclésiale ou liés au travail de l'Église, mais ses promoteurs s'assumaient comme des catholiques progressistes clairement impliqués politiquement dans ce travail. Un autre exemple est celui de Livraria Telos Editora, une maison d'édition religieuse qui a commencé à publier en 1971. Cette maison d'édition a produit un catalogue dans lequel, avant même le 25 avril, des questions sociales, politiques, économiques et sur le monde du travail ont été soumises à la discussion et à la circulation éditoriale. Parmi les autres projets éditoriaux, citons Livraria Multinova, une maison d'édition religieuse fondée en 1970, et Edições Base, qui a commencé à publier en 1973. Cette maison d'édition a été créée par des militants catholiques travaillant au Centre de Culture Ouvrière, lié à la Ligue Ouvrière Catholique.

Générée à partir de projets très divers et produisant une littérature très hétérogène, l'édition d'opposition catholique ou l'édition par des éditeurs qui considéraient leur statut de catholique comme un élément identitaire essentiel, a agi comme une instance de médiation culturelle, civique, ecclésiale et politique, qui a aboutie à l'une des principales dimensions de l'activité éditoriale : la prescription. Le livre a émergé dans le contexte de l'action éditoriale catholique de contestation au Portugal pendant ces années, comme véritable « levain », pour reprendre l'expression d'Henri-Jean Martin et de Lucien Febvre. Si le livre est une marchandise, constitutive d'un marché capable de se reproduire et de garantir son expansion, à laquelle la

logique du calcul et de l'établissement de prix et d'objectifs n'est pas étrangère, il est aussi un terrain fertile pour l'émergence, la configuration et la circulation des idées, un véhicule qui existe souvent en dehors de l'axe de la commercialisation, obéissant à une logique sociale inverse à celle du profit commercial et motivé par d'autres types de gains, tels que les gains esthétiques, spirituels ou idéologiques.

**João Moreira, Universidade NOVA de Lisboa, « Les trotskystes français et la révolution portugaise de 1974-1975 ».**

La révolution portugaise de 1974-1975 a beaucoup attiré l'attention des différents groupes et partis de la gauche européenne. Dans un article paradigmatique intitulé « Será que verei Lisboa ? », Victor Pereira a largement expliqué la manière dont les intellectuels, les militants politiques, les syndicalistes et les journalistes français associés à ce camp politique ont vécu sur le terrain la dernière révolution socialiste en Europe. Certains d'entre eux étaient des trotskistes issus respectivement de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) et de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Pierre Lambert, Charles Michaleaux, Daniel Bensaïd, parmi tant d'autres, ont non seulement cherché à comprendre et à expliquer les principales dynamiques du processus révolutionnaire – ce qui donne lieu à des discussions animées entre les différentes tendances et courants qui se réclamaient de la IV<sup>e</sup> Internationale – mais aussi à apporter une aide matérielle aux organisations portugaises. Par ailleurs, les séjours successifs au Portugal, plus précisément dans sa capitale, Lisbonne, avaient également pour but d'aligner les organisations portugaises sur les politiques de l'OCI et de la LCI. Il convient d'ailleurs de noter que les petites organisations trotskystes portugaises étaient essentiellement des organisations de jeunesse. Contrairement à la plupart des courants d'inspiration marxiste, le trotskysme portugais n'est pas né de ruptures ou de scissions au sein du Parti Communiste Portugais, mais de la radicalisation des lycéens et des étudiants des plus grandes villes du pays tels que Coimbra, Lisbonne et Porto.

L'objectif notre communication est d'expliquer les liens effectifs des organisations françaises avec leurs homologues portugais à partir du milieu des années 1960, mais plus particulièrement pendant la période débutant en avril 1974. Nous chercherons également à présenter les différentes politiques des organisations françaises pendant la période révolutionnaire portugaise. Qui étaient les militants français présents au Portugal pendant la période de l'État Nouveau ? Quelles étaient les relations entre les organisations françaises et les trotskystes portugais exilés en France ? Qui étaient ces militants ? Quel rôle Pierre Lambert a-t-il joué dans la politique du Comité de Liaison des Marxistes Révolutionnaires Portugais (CLMRP) ? Comment la politique d'Alain Krivine (et bien sûr d'Ernest Mandel) a-t-elle été accueillie par les dirigeants de la Ligue Communiste Internationaliste (LCI) ? Quand les principaux dirigeants français sont-ils arrivés au Portugal après le 25 avril ? Et quel rôle les dirigeants français ont-ils joué dans les organisations portugaises pendant la révolution ? En s'appuyant sur une documentation inédite (documents internes) et sur des matériaux de propagande provenant d'archives diverses, mais aussi sur des entretiens avec certains des protagonistes, cette communication s'attachera à apporter un éclairage sur le rôle du CLMRP et de la LCI, deux organisations politiques encore peu étudiées dans l'historiographie portugaise. Il s'agira, tout particulièrement, de mettre en lumière les relations entre ces deux organisations et leurs homologues français durant la période inaugurée par le 25 avril 1974.

**Rita Lucas Narra, Universidade NOVA de Lisboa, « 'Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe'. Le référent chilien dans le processus révolutionnaire portugais de 1974-1975 ».**

Dans le paysage révolutionnaire portugais de 1974-1975, l'histoire (alors) récente du Chili a pris une place décisive. Si le coup d'État militaire qui a renversé le gouvernement de l'Unité Populaire socialiste avait impressionné le monde quelques mois auparavant (le 11 septembre 1973), son onde de choc a eu un impact particulier sur le Portugal révolutionnaire, où un coup d'État militaire allait également déclencher un processus de changement politique profond, mais (et de plus en plus) à l'opposé de l'échiquier politique.

En effet, l'exemple chilien a fait partie du Processus Révolutionnaire en Cours (PREC) dès le début, parfois en raison de similarités et souvent en raison de fortes différences. Lors du rassemblement historique de la fête du travail du 1<sup>er</sup> mai 1974, peu de jours après le coup d'État victorieux du MFA, la rupture des relations diplomatiques avec la junte militaire chilienne a été préconisée. Dans les mois qui ont suivi, les actions de solidarité avec le Chili se sont multipliées, tout comme les parallèles entre les deux contextes, dans un mouvement transversal qui a traversé la société portugaise. En tant qu'interlocuteur des événements du PREC, le cas chilien a pris une telle importance que le slogan « Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe » – crié dans les manifestations et tagué sur les murs – est rapidement devenu l'un des slogans emblématiques du processus révolutionnaire portugais.

Malgré l'importance évidente du Chili dans l'imagerie de la révolution portugaise, il existe encore peu d'études qui abordent cette relation de manière complète et systématique. En premier lieu, cette communication s'intéressera à certains des épisodes oubliés qui ont alimenté cette relation, en commençant par les événements organisés dans tout le pays à l'occasion du premier anniversaire du coup d'État militaire chilien (septembre 1974) et en passant par le flux permanent d'exilés politiques chiliens qui ont visité le Portugal pendant cette période (Hortensia Allende, Elba Vergara, Eduardo Rojas, entre autres) et par la large diffusion des œuvres de Pablo Neruda dans le Portugal de l'époque. Deuxièmement, notre communication problématisera les contours de ce parallèle avec le Chili, en interrogeant la manière dont il a été mobilisé par les différents acteurs politiques du PREC et les fonctions qu'il a remplies. Par exemple, le MFA a souvent fait des différences entre l'action de l'armée portugaise et de celle de l'armée chilienne un contrepoint légitimant son récit et son rôle en tant qu'acteur de la révolution lusitanienne ; et, plus généralement, les événements au Chili ont été vus comme la représentation immédiate et terrifiante des menaces pesant sur un processus révolutionnaire démocratique en pleine guerre froide et, en ce sens, comme une sorte de fenêtre ouverte sur l'un des futurs possibles du Portugal.

**Sérgio Neto, Universidade do Porto et Clara Isabel Serrano, Universidade de Coimbra, « Entre histoire et mémoire : le 25 avril dans les manuels scolaires ».**

Parfois définis comme de la « littérature scientifiquement correcte », mais pas nécessairement comme de la « littérature scientifique », les manuels scolaires, en particulier les manuels d'histoire-géographie, sont un instrument puissant dans l'éducation (idéologique) des jeunes par les régimes politiques. En ce sens, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils ont été analysés par des spécialistes (voir les études de Georg Eckert pour le cas allemand, d'Alain Choppin, de Roger Seguin et de Joseph Poth pour le cas français) ; d'Agustín Escolano Benito pour l'Espagne et, plus récemment, de Yoram Bar-Gal et Nurit Peled-Elhanan pour le conflit israélo-palestinien), est devenu fondamental, car ils nous permettent de cartographier les différentes dynamiques qui alimentent des dynamiques véhiculées par le pouvoir politique, la société, les différents groupes de pression, ainsi que par la tradition elle-même.

En outre, comme l'affirme Falk Pingel : « les manuels scolaires constituent l'un des apports éducatifs les plus importants : ils reflètent des idées fondamentales sur l'histoire et la culture nationales et [...] sont souvent le point de départ de luttes et de controverses culturelles. Le rôle joué par les manuels varie d'un pays à l'autre [...]. À première vue, cette question semble

se référer uniquement à des questions méthodologiques. Mais les matrices profondément enracinées des mémoires historiques 'officielles' sont souvent masquées par les différents modes d'utilisation des manuels ».

Si la révolution des œillets a mis fin au « livre unique » et, dans le cas spécifique de l'histoire, à une approche « héroïque », il n'en reste pas moins qu'une vision romantique de « l'expansion maritime » tend à persister. D'où la critique que plusieurs auteurs ont développée afin de « décoloniser » les manuels (voir les études de Cristina Roldão, Marta Araújo, Sílvia Maeso et Anabela Rodrigues).

Quoi qu'il en soit, il est tout aussi important de comprendre comment la période révolutionnaire en elle-même a été représentée et analysée par le système éducatif. Étant donné que, en parallèle à la Journée Internationale de Commémoration en Mémoire des Victimes de l'Holocauste, le 25 avril est l'évènement le plus commémoré dans les écoles portugaises – par le biais d'expositions, de conférences et autres activités – il sera important de mesurer sa place dans l'outil fondamental de la pratique pédagogique qu'est le manuel scolaire. Ainsi, à l'aide d'une méthodologie comparative, cette communication vise à analyser les manuels d'histoire de la classe de 3<sup>e</sup>, dernière année où cette matière est enseignée à tous les élèves. En commençant par nous pencher sur les manuels de 1975, avant de finir sur les plus récents, parus en 2023, nous analyserons les différentes visions que la révolution a inspirées. Sans perdre de vue la distance historique, la « normalisation démocratique » et la législation éducative ultérieure, nous passerons en revue des thèmes et des questions aussi pertinents qu'actuels, tels que la période de « l'agonie finale » de la dictature, le rôle des militaires et des partis dans la révolution, « l'été chaud » de 1975, la Constitution de 1976, les « retours » des anciens colons et l'indépendance des colonies africaines.

**Ricardo Noronha, Universidade NOVA de Lisboa, « Le 'choc pétrolier' de 1973 et l'économie politique de la révolution portugaise (1974-75) ».**

Après le coup d'État militaire du 25 avril 1974, le Portugal a connu une période révolutionnaire caractérisée par des niveaux sans précédent d'agitation ouvrière et de radicalisation politique. Alors que le paysage social subissait une profonde transformation, des secteurs clés de l'économie ont été nationalisés, de nombreuses entreprises sont passées à l'autogestion et de vastes régions du Sud ont été balayées par l'occupation des terres. Lorsque la Constitution démocratique du pays a été votée, le 2 avril 1976, elle contenait de nombreuses références au « socialisme, à l'« autogestion », à la « planification » et à la « réforme agraire », témoignant d'un engagement généralisé en faveur de la construction d'une « société sans classes ». Les explications de ces transformations spectaculaires tendent à privilégier les facteurs politiques, à savoir la radicalisation de larges secteurs de la population du bassin industriel de la région de Lisbonne et du sud du pays, ainsi que l'influence du Parti Communiste Portugais sur le Mouvement des Forces Armées (MFA). Les interprétations de l'économie politique de la révolution manquent donc d'une évaluation plus rigoureuse de l'impact des facteurs structurels, tels que le profil de spécialisation productive du pays, sa dépendance énergétique ou la détérioration des échanges commerciaux à partir du milieu des années 1970. Cette communication analysera les transformations engendrées par la période révolutionnaire au Portugal, à la lumière de la littérature la plus récente sur le choc pétrolier de 1973 et sur ce que plusieurs auteurs ont appelé les « longues années 1970 ». Notre communication examinera, plus particulièrement, le troisième et le quatrième plan de développement de l'État Nouveau portugais, ainsi que la nouvelle politique industrielle menée sous le gouvernement de Marcello Caetano et le projet Sines, afin d'évaluer dans quelle mesure les investissements antérieurs ont affecté les performances économiques du pays après le coup d'État militaire du 25 avril. En outre, notre travail mesurera le poids des prix de

l'énergie dans la détérioration des échanges, en le comparant à l'impact de l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et de la réduction de la productivité du travail. Notre principal objectif est ainsi de contribuer aux débats en cours sur les transformations de l'économie politique mondiale au cours des « longues années 1970 », en fournissant une interprétation plus claire du cas portugais et de son éphémère « transition vers le socialisme ».

**Pedro Aires Oliveira, Universidade NOVA de Lisboa, « Timor et les eaux empoisonnées de la décolonisation portugaise ».**

En termes de perception commune, le « processus de décolonisation » qui a eu lieu entre 1974 et 1976 est resté pendant longtemps, selon différents sondages et études réalisés entre 1977 et 2004, l'un des aspects du 25 avril le plus négativement évalué par l'opinion publique portugaise.

Plusieurs facteurs peuvent y avoir contribué, mais l'un d'entre eux est certainement la persistance d'un discours critique, souvent formulé dans un langage émotionnel, voire violent, dans la sphère publique du Portugal post-autoritaire. Par l'intermédiaire de divers polémistes, principalement situés à droite ou à l'extrême droite (mais pas seulement) de l'échiquier politique, c'est toute une condamnation du « processus de décolonisation » qui a fait son chemin et a marqué de manière indélébile (peut-être même jusqu'à aujourd'hui) la perception de ce phénomène dans une large partie de la population.

L'importance que les territoires africains et la situation des "rapatriés" ont acquise dans ce contexte est bien connue. Mais le rôle du Timor dans la construction de cette « mémoire maudite » de la décolonisation a été moins examiné. Dans cette communication, nous nous attacherons à comprendre comment, et en quels termes, les événements qui se sont déroulés à Timor en 1974-1975 ont figuré dans ce récit très hostile, basé sur certaines interventions dans l'espace public critiquant le comportement des élites politiques et militaires dans la plus lointaine des « provinces d'outre-mer » du Portugal.

**Agnès Pellerin, Universidade NOVA de Lisboa, « Mémoire sonore de la Révolution des Œillets : résonances de Grândola Vila Morena au cinéma ».**

*Grândola Vila Morena*, utilisée par les militaires comme code radiophonique dans la nuit du 24 au 25 avril 1974, est devenue un élément clef de la Révolution des Œillets, indissociable de son « histoire familière » et de son « scénario » (Trindade). Dans la mémoire collective, cette chanson tire sa force performative de ses caractéristiques musicales et de son sens politique latent, mais aussi de sa circulation autonome vis à vis de tout support visuel. Comment le cinéma, « source et agent de l'histoire » (Ferro), s'est-il néanmoins emparé de cet élément sonore fédérateur, constitutif de l'événement ? Comment, dès la période révolutionnaire, cette chanson a capella et de facture traditionnelle, dont les arrangements marqués par des bruits de pas semblent annoncer les soldats en marche, vient-elle attester de la révolution en acte ? Comment fait-elle corps avec l'événement populaire représenté à l'écran ? Le dialogue qu'elle propose entre voix solo et reprise en chœur incarne-t-il de manière unanime le passage symbolique du mot d'ordre à l'action collective (Ciccia) ?

A partir des années 2000, quand le cinéma se propose de reconstituer à plus long terme l'histoire de la Révolution des Œillets, ou d'évoquer sa mémoire, dans un registre fictionnel mais aussi documentaire, il accorde aussi une large place à cette chanson, exploitant sa force expressive qui favorise la participation émotionnelle du spectateur. L'exercice de mémoire qu'implique l'enchaînement de ses strophes semble alors nourrir naturellement une posture de commémoration.

Pourtant, tout au long de l'histoire, en relevant le défi d'apporter un contrepoint visuel à l'invisibilité musicale, le cinéma a eu recours à une diversité de formes et de mises en récit de *Grândola Vila Morena* qui, au-delà des choix esthétiques, dépassent le consensus commémoratif autour du 25 avril. L'analyse d'extraits de plusieurs films réalisés à plus ou moins longue distance de l'événement, et souvent issus de coproductions internationales, montre comment cette chanson s'est fait le support d'identifications complexes, engageant « une éthique du regard, une définition de la place du spectateur, une conception de l'événement dont les résonances sont éminemment politiques » (Lindeperg), au risque de devenir parfois un « marqueur illusoire de vérité », écueil du film historique.

**Victor Pereira, Université de Pau et des Pays de l'Adour/Universidade NOVA de Lisboa, « Une révolution accueillante ? Étrangers et réfugiés dans le Portugal révolutionnaire ».**

Le Portugal a représenté une destination prisée par les jeunes et moins jeunes militants politiques de gauche et d'extrême gauche d'Europe de l'Ouest qui désiraient voir et participer à une révolution qui semblait réaliser les espoirs nés en 1968 à travers le monde. Des centaines de Français, d'Italiens, d'Anglais, d'Allemands, etc., ont pris l'avion, le train ou la voiture pour assister à une révolution où les occupations d'usines, de logements, de terres semblaient remettre radicalement en cause le capitalisme. Pour des Espagnols, des Chiliens ou des Brésiliens, le pays a également semblé constituer un refuge permettant de fuir des dictatures et continuer un combat politique. Ils espéraient y trouver l'hospitalité que des milliers de Portugais contrains à l'exil avaient cherché à l'étranger les décennies précédentes. Après plus de 40 ans d'une dictature qui se méfiait des influences étrangères, jugées pernicieuses, et exaltait un nationalisme chauvin, le Portugal apparaissait comme un pays accueillant, soucieux de s'ouvrir au monde et de montrer sa révolution jugée singulière. Cette communication prétend en premier lieu étudier les flux d'étrangers et de réfugiés qui s'installent, plus ou moins longtemps au Portugal et saisir leurs engagements dans le Portugal révolutionnaire. Le Portugal accueille à la fois des individus qui demandent l'asile mais aussi des militants qui, pendant quelques semaines, participent à des coopératives agricoles ou à d'autres mouvements. D'autre part, nous désirons analyser comment l'État portugais — loin d'être un monolithe, d'autant plus qu'il connaît une crise à partir du 25 avril 1974, incapable de maintenir l'ordre et la discipline au sein de l'armée — et les parts politiques ont réagi face à l'arrivée de ces populations étrangères. Le Portugal révolutionnaire devait-il accueillir des individus fuyant des dictatures, au risque de compromettre ses relations diplomatiques avec leurs pays d'origine ? Les étrangers pouvaient-ils prendre part aux mouvements sociaux ? Ces derniers pouvaient-ils apporter une expérience utile ? Cette communication désire montrer comment la volonté de restauration de la discipline et de maintien de l'ordre public, à partir de septembre 1975, s'est accompagnée d'une volonté de contrôle accru sur les étrangers. Cette communication s'appuiera notamment sur les archives du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères portugais.

**Virginie Philippe, Université Rennes 2 « La *Radiotelevisão Portuguesa* pendant le PREC, les paradoxes d'une télévision en révolution ».**

Cette proposition de communication s'appuie sur l'analyse d'un fonds d'archives original, les archives audiovisuelles de la *Radiotelevisão Portuguesa* (RTP). Ces sources s'avèrent particulièrement précieuses pour interroger à nouveaux frais le *Processo Revolucionário em Curso* (PREC). Ces sources, plus de deux cents productions et coproductions de la télévision portugaise réalisées entre avril 1974 et janvier 1976, seront croisées avec des sources orales (entretiens avec des journalistes, des présentateurs, des réalisateurs et réalisatrices, des reporters graphiques, une habilleuse sonore, des responsables du personnel, des délégués

syndicaux et un ancien président de la Commission Administrative) et écrites (principalement issues du fonds documentaire de la RTP) afin d'interroger les modalités de construction ainsi que le contenu des récits télévisuels élaborés par la RTP pendant le PREC. Cette analyse permet de saisir la métamorphose idéologique de ce média lors du processus révolutionnaire. Or, comme en témoignent les sources mobilisées, cette transformation n'est pas dénuée de contradictions.

Créée dans les années 1950, conçue par le salazarisme comme la voix du pouvoir, insidieuse et quotidienne, la RTP constitue en effet une véritable télévision en révolution pendant le PREC. Sa programmation, sa structure et son personnel expérimentent des altérations profondes et radicales. L'effervescence d'Avril et la liberté retrouvée stimulent la créativité. En sus d'être artistique, la transformation télévisuelle est aussi et surtout idéologique. Grâce aux multiples coproductions réalisées avec des coopératives de cinéma, la RTP cherche à révéler la réalité sociale du pays occultée sous la dictature, tout en examinant les ressorts du « fascisme » pour mieux les dénoncer. La politisation des contenus augmente in crescendo au fil du PREC. Du 25 Avril à la rupture que représente le 25 Novembre, la RTP promeut le programme socialiste du *Movimento das Forças Armadas* (MFA) et légitime la lutte. Ce discours se radicalise dans le sillage du 11 Mars, et encore davantage lors du *Verão Quente*. La bataille pour le contrôle éditorial, qui oppose principalement le Parti Communiste (PCP) au Parti Socialiste (PS), déstabilise profondément la RTP. En dépit de son orientation révolutionnaire, et des intentions initiales du MFA pour la démocratiser, la *Radiotelevisão Portuguesa* conserve, durant la période la plus radicale du PREC, des traits de la dictature estado-noviste. Elle continue notamment d'être un instrument discursif du pouvoir. Parmi les pratiques qui continuent d'être appliquées, figure la censure, verticale comme horizontale. Le rôle de la télévision, consacrée apôtre du socialisme et de la collectivisation, est de faire croire à l'utopie née du 25 Avril et de convaincre les Portugais, surtout les travailleurs, que « tout est possible ». Et si cette saturation idéologique se dissipe après le 25 Novembre, le contrôle éditorial et la manipulation de l'information ne disparaissent pas complètement lors de l'étape constitutionnelle.

**Fernando Pimenta, Centro de Estudos de História do Atlântico et Alberto Vieira, Direção Regional do Arquivo e Biblioteca da Madeira, « Madeira: Revolução e Autonomia (1974-1976) ».**

Dans cette communication, nous allons mettre en perspective le processus révolutionnaire du 25 avril dans l'archipel de Madère, en tenant particulièrement compte de son interrelation avec le processus d'autonomie, qui a conduit à l'établissement d'un régime d'autonomie régionale en 1976.

En effet, la révolution du 25 avril 1974 a créé les conditions politiques nécessaires à l'établissement d'un régime d'autonomie politique, administrative et financière à Madère. Cette autonomie était réclamée par la majorité des Madériens, de divers horizons politiques, de gauche comme de droite, et elle a enlevé de l'espace politique à d'éventuelles poches d'indépendance, qui se sont rapidement effondrées avec l'installation de l'autonomie dans l'archipel. Loin de représenter une simple forme de décentralisation du pouvoir, ni une concession magnanime de l'État central aux administrations locales, le régime autonome en tant que forme d'autogouvernement est le résultat d'une contestation politique très ancienne dans la société insulaire, remontant au moins au XIXe siècle, mais qui n'a véritablement réussi à s'imposer que dans le nouveau contexte politique créé par la révolution du 25 avril 1974. Il est donc important de considérer les spécificités de ce processus révolutionnaire dans l'archipel, qui a présenté des dynamiques propres et peut-être différentes de celles du Portugal continental. La mobilisation politique et populaire contre les formes archaïques d'exploitation

qui affectaient la société insulaire, à savoir le régime agraire de la "colonie", ainsi que la forte intervention de l'Église catholique dans le processus révolutionnaire doivent être soulignées. Il s'agit d'une intervention décisive, mais non unifiée, certains ecclésiastiques par exemple le groupe connu sous le nom de "Prêtres de Pombal" soutenant activement la révolution sociale et se rangeant du côté des mouvements populaires de gauche, tandis que l'évêque de Funchal, Francisco Santana, combattait le ferment "marxiste" dans la société madérienne, aux côtés des forces de centredroit, à savoir le Parti démocratique populaire (PPD), jetant les bases de l'hégémonie politique de ce parti dans la politique madérienne. L'émergence de partis régionaux par exemple, le Mouvement démocratique de Madère (MDM) et l'apparition d'organisations indépendantistes, dont la plus connue est le Front de libération de Madère (FLAMA), est une autre spécificité qui a marqué le processus politique régional en 1974, 1975 et 1976.

Dans cette optique, l'objectif de cette communication est de contribuer à une plus grande problématisation historique du processus révolutionnaire dans le pays insulaire, en apportant des éléments de réflexion sur le binôme révolution et autonomie dans l'archipel de Madère.

**Leonardo Aboim Pires, Universidade de Lisboa/Universidade de Coimbra et Gil Gonçalves, Universidade NOVA de Lisboa, « 'La terre entière tremble à travers la voix de ce peuple' : les luttes des salariés ruraux et des petits agriculteurs dans le nord du Portugal (1974-1976) ».**

La géographie des conflits agraires dans le contexte révolutionnaire portugais de 1974<sup>75</sup> tend à se centrer, historiquement, sur la zone où la réforme agraire était une réalité tangible, c'est-à-dire les champs du sud du Portugal, incarnés par la zone d'intervention de la réforme agraire (ZIRA) qui couvrait les *distritos* de Beja, Évora, Portalegre et Setúbal et les municipalités des *distritos* de Lisbonne, Santarém, Faro et Castelo Branco. Cependant, le nord du pays, région où l'agriculture familiale est très importante et où la terre commune joue un rôle fondamental dans les économies paysannes, a également été le théâtre de diverses formes de lutte, de protestation et de manifestations agraires au cours du PREC. D'une part, un aspect à considérer concerne les continuités entre les deux régimes, les conflits de la fin de la dictature ayant une incidence sur la période révolutionnaire. A titre d'exemple, on peut citer les luttes pour le retour à la gestion communautaire des terres incultes ou l'opposition des producteurs de lait, de vin et de légumes à la politique menée par les organisations de coordination économique. D'autre part, des structures associatives ont émergé comme le Mouvement pour l'extinction des Foros, le Mouvement des agriculteurs libres (MOLA), le Mouvement des agriculteurs et métayers du Nord (MARN) ou le Mouvement des agriculteurs pour un meilleur bien-être rural (MAPRU). Ils réclament un nouveau régime des loyers ruraux, la liquidation des guildes agricoles, la gestion locale des terres communales ou l'accès à différentes aides sociales pour les agriculteurs. Il est intéressant de noter que, à côté des revendications révolutionnaires, on assiste également à une réappropriation des organisations du régime autoritaire corporatiste, comme les Casas do Povo (Maisons du Peuple). C'est également sur la base de ces mouvements ruraux, en corrélation avec les actions de l'État dans les contextes périphériques (comme les campagnes de dynamisation culturelle du MFA, le service civique étudiant ou le service médical en périphérie), que les populations de ces territoires se sont organisées pour répondre aux problèmes sociaux et d'infrastructure qui affectaient leurs communautés. Les nouvelles associations rurales se chargent d'améliorer les chemins et les routes, d'étendre le réseau routier, d'assurer l'accès à l'eau courante, d'installer des fontaines et des lavoirs publics, de créer des centres sociaux et des aires de jeux et même de promouvoir la construction d'habitations à prix modéré.

Loin de se limiter à la période révolutionnaire, les luttes et les revendications des agriculteurs du Nord ont laissé des traces durables. Citons notamment l'expansion du mouvement

coopératif, la promulgation des lois sur les terres communes (décret-loi 39/76 et décret-loi 40/76) et de la loi sur les baux ruraux (loi 76/77), l'émergence de la Confédération nationale de l'agriculture (1978), la tenue des conférences nationales sur les terres communes (1979, 1984, 1994, 2001, 2006, 2017 et 2022) et de la formation de la BALADI la Fédération nationale des terres communes (1995). À partir de là, cet article vise à renouveler les perspectives analytiques sur les mouvements sociaux ruraux dans l'intérieur du nord du Portugal. Notre recherche documentaire est basée sur des sources manuscrites situées dans l'Associação Cultural EPHEMERA, l'Arquivo Histórico Parlamentar, l'Arquivo de História Social, l'Arquivo Nacional da Torre do Tombo et le Centro Documentação 25 de Abril, ainsi que sur des sources hémérographiques telles que A Terra, Correio do Povo et O Rendeiro.

**Emma Pires et Henrique Leal, Universidade de Évora, «Rêver, coopérer, habiter : la révolution des Œillets dans une banlieue portugaise ».**

Cette communication explore les dimensions moins visibles de la construction des citoyennetés et des luttes de la société civile pour un logement décent au Portugal entre 1974 et 1980. Notre analyse porte sur le processus social de continuité socioculturelle d'une coopérative de logement née pendant la période révolutionnaire (et qui existe encore aujourd'hui). Née de la révolution et de l'initiative de cheminots en quête de rêves d'avenir pour coopérer et accéder à un logement décent, la Cooperativa de Ferroviários de Portugal (COFERPOR) est située dans la ville d'Entroncamento, au centre du Portugal. La ville est actuellement une banlieue périurbaine de la région de Lisbonne et de la vallée du Tage.

Notre recherche est basée sur l'observation participante, des entretiens exploratoires et une recherche bibliographique documentaire dans la COFERPOR. D'un point de vue méthodologique, nous avons interrogé des résidents (fondateurs et résidents actuels) dans deux espaces sociaux de la cité : le café de la coopérative et le siège social. Parallèlement, nous avons procédé à une analyse documentaire des collections suivantes : archives photographiques, dossiers des membres et procès-verbaux des réunions de la coopérative d'habitation. Dans la continuité des recherches précédentes (Leal, 2001 ; Pires, 2014 ; Ramos, 2013), nous finaliserons notre recherche en nous inspirant du roman *Clarabóia* de José Saramago : nous prendrons un immeuble résidentiel comme micro-unité d'analyse supplémentaire, en explorant les trajectoires des résidents et la vie sociale de l'immeuble, tissée comme un processus entre les années de la révolution et aujourd'hui.

Nous soutiendrons que la construction d'espaces sociaux de coopération tels que celui que nous présentons ici sont des témoignages vivants, 50 ans après la Révolution des Œillets, du processus de démocratisation, de développement et de décolonisation du Portugal, à partir de citoyennetés qui émergent de la base de la société, entre tensions et rêves d'avenir.

**Daniel Rio Tinto, Fundação Getúlio Vargas/Brésil, « Décolonisation et (in)sécurité postcoloniale en Afrique lusophone au lendemain de la révolution des œillets ».**

Cette communication examine la relation entre le processus de décolonisation tardive dans l'ancien empire portugais, dont le point culminant a été la révolution des œillets de 1974 au Portugal, et l'insécurité intérieure vécue dans les anciens territoires coloniaux portugais d'Afrique. J'adopte une perspective comparative, en examinant les conditions qui ont permis d'obtenir des résultats différents en Afrique lusophone : j'étudie la paix civile et la guerre civile en Angola, au CapVert, en Guinée-Bissau, au Mozambique et à S. Tomé e Príncipe après la révolution des œillets et la rapide décolonisation que celle-ci a entraînée. Je soutiens qu'une partie significative de l'historiographie existante tourne autour d'explications basées sur le comportement prédateur des nouvelles élites dans les colonies, ce qui a eu pour effet d'

éclipser les explications centrées sur les perceptions de l'insécurité telle que vécue par les différentes élites (parfois sous la forme des mouvements de libération et de leurs factions) ainsi que par les populations elles-mêmes dans chaque pays. Ces "insécurités" se sont manifestées parmi et entre les élites au niveau national, mais aussi en relation avec des acteurs extérieurs, tels que d'anciennes puissances coloniales comme le Portugal, ou des pays tiers comme l'Afrique du Sud et Cuba. Il est important de noter que cette recherche suggère que l'issue de la violence postcoloniale en Afrique lusophone postcoloniale a varié en fonction de l'expérience de l'insécurité extrême plutôt qu'en fonction de la présence d'acteurs cupides et de l'effet de la capacité de l'État. En outre, elle met en évidence les dynamiques par lesquelles la capacité de l'État et l'insécurité ont eu un impact sur l'issue de la violence postcoloniale, et la manière dont ces dynamiques sont liées à la qualité des tentatives de règlement politique, aux obstacles à la mobilisation de la violence et aux limites du rôle de l'ancienne puissance coloniale dans l'assistance aux processus de transition décoloniale.

**Raquel Valente dos Santos, Instituto Universitário de Lisboa / Universidade de Coimbra, « 25 avril et organisations internationales : le retour du Portugal à l'UNESCO en septembre 1974 ».**

Le 1er mars 1965, le Portugal a rejoint l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), créée en novembre 1946. Face à l'intransigeance du gouvernement portugais dans la poursuite de sa politique coloniale, les autres États membres de l'UNESCO redoublent de critiques à l'égard du colonialisme portugais. Quelques mois après l'adhésion du Portugal, toujours en 1965, le Conseil exécutif de l'UNESCO approuve la résolution 70 EX/14, qui exclut le Portugal des réunions convoquées par l'UNESCO ; en 1966, une nouvelle résolution est adoptée, la résolution 11, selon laquelle le directeur général de l'organisation est autorisé à ne fournir aucune aide au gouvernement portugais dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, et à ne pas inviter le Portugal à participer aux activités de l'UNESCO ; et en octobre 1970, son Conseil exécutif décide de financer des activités en faveur des réfugiés des territoires coloniaux et d'apporter une aide aux populations et aux organisations des régions des territoires déjà libérés. Enfin, en novembre 1970, un rapport est publié qui comprend un échange de correspondance entre l'UNESCO et l'Organisation de l'unité africaine sur la demande d'aide aux mouvements de libération en Afrique.

Dans ce contexte, le Portugal décide d'abandonner son statut d'Etat membre en 1972. De fait, la pression des organisations internationales n'a pas eu le résultat escompté et le régime portugais a poursuivi sa lutte contre la décolonisation. Ce n'est qu'avec l'instauration du régime démocratique que la politique étrangère portugaise a connu un profond changement. Après la révolution du 25 avril 1974, l'une des principales priorités de la politique étrangère portugaise est de coopérer avec les organisations internationales existantes. Toutefois, cette coopération n'est pas mise en place tant que la décolonisation effective des territoires sous administration portugaise n'a pas lieu.

Ce n'est que lorsque le deuxième gouvernement provisoire, dirigé par Vasco Gonçalves, reconnaît le droit à l'autodétermination et l'acceptation par le Portugal de l'indépendance des territoires d'outre-mer en juillet 1974, par l'adoption de la loi constitutionnelle 7/74 que le changement intervient. Le Portugal était désormais en mesure de négocier avec des organisations internationales, telles que l'UNESCO.

Basée sur des documents d'archives et une bibliographie secondaire, cette communication vise à : comprendre les objectifs de la politique étrangère portugaise dans la période démocratique ; examiner dans quelle mesure l'ONU et ses agences spécialisées, en particulier l'UNESCO, ont été une priorité pour le Portugal après le 25 avril 1974 ; analyser les

procédures de demande d'adhésion à l'UNESCO ; et identifier les domaines d'activité de la délégation portugaise, d'abord jusqu'à l'établissement d'une mission permanente en juillet 1975.

**Diogo Sardinha, Universidade de Lisboa, « ...l'histoire un peu plus reculée... : actualité et transhistoricité dans la chanson politique de la révolution portugaise ».**

La période avant, pendant et après la révolution des oeillets a été marquée par une intense activité dans le domaine des chansons politiques. La communication posera la question suivante : compte tenu de l'ancrage de ces chansons dans les situations et problèmes les plus immédiats qu'elles prennent comme sujet, comment comprendre exactement ce qui les lie à une dimension historique, particulièrement au passé ? La question a son lieu de naissance dans un ouvrage de José Barata Moura, lui-même chanteur et compositeur engagé. Dans *Esthétique de la chanson politique*, rédigé en 1976 et paru l'année suivante, on lit : « non seulement les chansons peuvent jouer, dans le champ idéologique, un rôle important [...] dans le cadre d'un processus révolutionnaire, mais encore, dans la pratique, l'histoire nous a montré, et démontré, que les choses se sont passées ainsi. » Et à l'auteur de rappeler, « au-delà de l'histoire proche de la Guerre civile d'Espagne ou de notre "25 avril", aussi l'histoire un peu plus reculée qui peut nous faire venir à l'esprit les luttes libérales, la révolution française, certains chants médiévaux, etc. » Ainsi, les chansons ont joué un rôle dans l'histoire, et plus concrètement dans les histoires d'affrontements au sein de la société. Sous cet angle, les « chanteurs d'avril » renouent avec un passé, peut-être mieux : relancent un passé dans lequel une certaine forme de culture ou d'art a été importante dans le cadre des contestations. L'art « populaire » (l'adjectif est à employer avec précaution, tant la chanson politique dans le Portugal de l'époque est souvent écrite par des musiciens dotés d'une solide formation, qui sont aussi des poètes notables) fait son entrée dans l'histoire, il est vrai lors de moments révolutionnaires, mais vraisemblablement aussi dans des périodes où les luttes sociales s'accroissent et conduisent à des révoltes, sans nécessairement parvenir à des révolutions — à ce titre, la Guerre civile espagnole est un cas aussi éloquent que tragique. Mais l'allusion aux chants médiévaux est un exemple peut-être encore plus alléchant, car il fait signe vers une époque prémoderne, pendant laquelle les contestations populaires ne pouvaient que difficilement être considérées comme « révolutionnaires », en tout cas si on accepte que la révolution ne se pense pas (ni n'est pensée) en tant que telle dans le domaine politique qu'à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous l'influence de l'expérience anglaise. Pour la même raison, Barata Moura ouvre à un domaine plus vaste que celui des rapports entre l'art et la révolution : c'est celui des rapports entre l'art et la contestation. En même temps qu'il fait la critique de l'art en général dans ses liens avec le mouvement social, particulièrement de la chanson politique dans le contexte de la révolution portugaise, il comprend sa propre activité artistique et celle de ses amis comme la reprise, au présent, d'une tradition que les précède de beaucoup. La chanson politique d'avril est un maillon d'une chaîne pluriséculaire, non pas l'oeuvre d'un grand artiste de génie en avance relativement à son époque, mais celle d'un corps social qui prend conscience de ses misères et cherche les moyens de les affronter. C'est ici que l'actualité de ces chansons se lie au transhistorique, ce qui traverse l'histoire et la ponctue, par là même distinct d'un anhistorique, d'un « hors de l'histoire ». Ce sont ces aspects que la communication se propose de développer.

**Ana Margarida Dias da Silva, Helena Freitas et Jorge Varanda, Universidade de Coimbra, « La presse angolaise, portugaise et mondiale sur le 25 avril 1974 : la collection de coupures de la Compagnie angolaise de diamants (Diamang) (1974-1975) ».**

En répertoriant les journaux et les coupures de presse angolaise, portugaise et internationale dans les archives de la compagnie angolaise des diamants (Diamang) conservées au département des sciences de la vie de l'université de Coimbra, il est possible, par triangulation, de comparer les discours du Sud, de la métropole et de l'étranger sur la révolution de 1974. Diamang gérait un territoire d'une superficie équivalente à la moitié de la métropole politique, était la plus grande entreprise de l'empire portugais en Afrique et l'un des cinq plus grands producteurs de diamants au monde, avec un contrat avec l'État portugais si hors du commun qu'il a été caractérisé comme "un État dans l'État". Cependant, il existe peu d'études sur la manière dont la société a perdu son auréole. La Diamang a joué un rôle central dans le maintien tardif de l'empire portugais, mais son importance ne s'est pas éteinte avec sa disparition. Les archives Diamang, conservées au département des sciences de la vie, représentent 316 mètres linéaires, avec plus de 8 000 chemises et dossiers et près de 350 livres, dont 686 chemises contenant des coupures de presse de 1928 à 1988 et quatre chemises contenant des journaux angolais, qui n'ont pas encore été étudiés. La collection de coupures de presse réalisée par le département des relations publiques de la compagnie est un prisme idéal pour mieux comprendre comment la Révolution du 25 avril 1974 a été vécue sous d'autres latitudes. La mémoire collective du 25 avril 1974 s'est faite du point de vue du Portugal, et surtout de Lisbonne, en oubliant les spécificités des contextes locaux, notamment dans les anciennes colonies. Par le biais d'une triangulation méthodologique, cette présentation se penchera sur d'autres acteurs présents dans les nouvelles écritures et publiées dans les journaux portugais, angolais et étrangers entre janvier 1974 et décembre 1975. Cela permet d'illustrer les transformations vécues par les populations, l'émergence de nouvelles identités, ainsi que de nouveaux récits et représentations. A Capital, A Época, A Província de Angola, Diário de Lisboa, Diário de Luanda, Diário de Notícias, Diário Popular, Ecos do Norte, o Expresso, Financial Times, Jeune Afrique, Jornal de Huíla, Jornal de Angola, Jornal do Comércio, Jornal Novo, Le Monde, L'Echo de la Bourse, L'Express, O Angolense, O Comércio de Angola, O Primeiro de Janeiro, O Século, República, Sempre Fixe ou The Time sont quelquesuns des journaux qui permettent des perspectives différentes ou nouvelles. Il n'existe aucune information sur le rôle de Diamang dans ce processus, sur les réflexions, les visions et les négociations qui ont eu lieu au cours des longs mois qui ont séparé la révolution de l'indépendance. Ce projet se veut un premier pas pour combler ces lacunes. Une première approche révèle les effets de la Révolution, à savoir la voracité des changements dans la presse les nouveaux discours permis à partir du 25 avril 1974.

**Tauana Olívia Gomes Silva, Chercheuse associée à déCONSTRUIRE, « Femmes noires brésiliennes en exil (1960-1980) ».**

Plusieurs chercheuses ont pris pour objet d'étude l'exil des femmes brésiliennes au cours de la dictature (1964-1985). Cependant, les expériences d'exil en Afrique, y compris dans les pays lusophones (Guinée-Bissau, Angola, Mozambique), demeurent un thème quasiment inexploré, alors que les historiens ont montré que ce continent était un espace privilégié de lutte politique.

À cet égard, notre corpus se compose des récits de deux femmes noires exilées : Arabela Pereira Madalena, professeure de géographie, et Thereza Santos, philosophe et spécialiste du théâtre. Ces femmes, qui se sont exilées au Mozambique, en Guinée-Bissau et en Angola par le biais du Parti communiste brésilien (PCB), racontent que ces pays, traversés par les guerres d'indépendance, connaissaient un processus d'installation de gouvernements socialistes. Un aspect important de leur déplacement a été la possibilité de participer à la construction d'une société influencée par les théories marxistes, qui plus est sur la terre d'origine des populations noires.

En 1967, Arabela Pereira Madalena poursuit des études de géographie à Belo Horizonte quand elle devient membre du PCdoBAV, une organisation d'inspiration maoïste. Elle déclare s'être identifiée aux militants issus des milieux populaires et les avoir rejoints parce qu'elle se sentait proche de ces « personnes en termes de classe ». Arrêtée en 1970, elle est soumise à de terribles tortures pendant plusieurs mois avant d'être finalement jugée et acquittée. En 1973, elle obtient une bourse d'études pour faire une maîtrise à l'Université de Bordeaux. Malgré la crainte d'être identifiée, elle fait une demande de passeport et part en France. En 1977, elle part vivre au Mozambique. De son côté, Thereza Santos rejoint les Jeunesses communistes à l'âge de quinze ans, convaincue que c'est le meilleur chemin pour résoudre « la question de la misère, de la discrimination ». Pendant ses études de philosophie à Rio de Janeiro dans les années 1960, elle se rallie à l'Union nationale des étudiants (UNE) et au Comité régional du PCB. Elle devient aussi la directrice culturelle de l'école de samba Mangueira, un espace marqué par la lutte des militants noirs communistes. Thereza est arrêtée en 1969 et interrogée pendant dix jours. Partie se réfugier à São Paulo, elle est informée de son arrestation imminente du fait que le PCB utilise sa maison pour abriter les militants poursuivis. Elle décide de s'exiler en Guinée-Bissau en 1974, puis en Angola en 1976.

L'objectif de cette présentation est d'étudier l'histoire de l'exil brésilien à partir des expériences des femmes autodésignées ou susceptibles d'être perçues comme Noires. Les problématiques de départ sont les suivantes : quelles sont les principales motivations, les réseaux de coopération et les références idéologiques qui ont marqué le départ des femmes noires du Brésil ? Dans quelle mesure les trajectoires des exilées noires du Brésil se sont-elles inscrites à l'intersection des mouvements de gauche, des mouvements féministes et des mouvements noirs de l'époque, mais aussi au croisement des mouvements intercontinentaux d'indépendance, de migration et de démocratisation ?

**Afonso Silva, Universidade NOVA de Lisboa/ Universitat Autònoma de Barcelona, « La mémoire du 25 avril par la nouvelle extrême droite nationaliste ».**

La révolution du 25 avril 1974 s'est accompagnée d'une redéfinition de l'image de la nation portugaise, notamment en raison de la décolonisation, qui a été une dimension essentielle de la révolution et un moment déterminant pour le nationalisme portugais et ses configurations. Dans ce contexte, ma communication aborde la mémoire du 25 avril présente dans la nouvelle extrême droite nationaliste au Portugal, cherchant à contribuer à la compréhension de la vision transmise par cette mouvance politique sur la nation portugaise après le 25 avril, tout en réfléchissant sur la mémoire de la révolution et à son héritage dans la politique portugaise. Pour ce faire, nous commencerons par présenter la manière dont l'extrême droite comprend les concepts de nation et de nationalisme, et nous tenterons de relier cette vision à ses représentations de la nation portugaise après le 25 avril. La redéfinition nationale post-Révolution étant historiquement fondée sur le fait que la décolonisation a été l'un des éléments déterminants de la Révolution portugaise, nous présenterons brièvement les visions de la nouvelle extrême-droite sur l'expansion maritime portugaise et, plus en détail, sur la décolonisation, en tenant compte des arguments politiques tirés de ces représentations du passé. Ces visions seront ensuite articulées avec la façon dont l'extrême droite décrit son concept de nation afin de réfléchir sur sa conception de la nation portugaise après le 25 avril. Pour ce faire, je prendrai également en compte le concept d'Empire tel qu'il a été traité plus récemment dans la littérature sur le nationalisme, puisque la relation entre ces deux concepts est pertinente pour l'étude de cette idéologie nationaliste au Portugal.

J'ai donc l'intention de clarifier la compréhension de la révolution portugaise par la nouvelle extrême droite en présentant sa représentation non seulement de la révolution, mais aussi de l'héritage que celle-ci a laissé à la nation portugaise après le 25 avril. En soulignant la relation que la nouvelle extrême droite nationaliste établit avec le passé révolutionnaire, je souhaite

contribuer à la discussion sur la mémoire de cette révolution en lien avec sa dimension politique. J'ai l'intention de présenter les caractérisations du 25 avril au sein de cette mouvance politique, ainsi que les représentations narratives et interprétations de la révolution et en les mettant en relation avec l'objectif politique de remplacer la Constitution et la démocratie issues de la Révolution portugaise par ce que dans cette mouvance l'on appelle la Quatrième République. Mémoire de la révolution et arguments politiques de la nouvelle extrême droite s'articulent clairement, ce qui implique un positionnement face à l'héritage de la révolution.

**Nadia Vargaftig, Université de Reims Champagne Ardenne, « Road trip portugais : une histoire diapositive et connectée de la Révolution des Œillets (France-Portugal-Amérique latine) ».**

Cette proposition de communication s'articule à une proposition d'article précédemment soumise à la revue Lusotopie en vue d'un numéro thématique, portant sur le même sujet. Le point de départ des deux propositions est un ensemble de près de trois cents diapositives récupérées par l'autrice dans un cadre privé. Ce corpus offre l'occasion de réfléchir au récit des suites de la Révolution des Œillets et de sa profonde influence auprès d'une génération de militants et militantes françaises et latino-américaines d'extrême gauche. Le propos, qui n'est pas au coeur des spécialités de recherche de l'autrice, mais constitue plutôt un « pas de côté » à la fois personnel et épistémologique, comporte une double ambition. La première sera de restituer, à partir d'un ensemble iconographique aux contours mal définis, l'itinéraire de deux couples, l'un français, l'autre uruguayen exilé en France, partis vivre la révolution et témoigner de la fièvre qui a immédiatement suivi l'événement, afin de (tenter de) reconstituer l'imaginaire d'une génération, ses réseaux de solidarité et de militantisme transatlantiques, ainsi que les limites et les malentendus du « pèlerinage » portugais des années 1974-1975. Images sans (con)texte et sans paroles, puisque les quatre protagonistes sont désormais décédés, elles offrent également l'occasion, et c'est le second objectif, de mener une réflexion méthodologique sur la source photographique dans sa matérialité, en pointant les défis, les malentendus et parfois les déceptions qu'elle engendre. L'enquête consistera ainsi à combler les vides laissés par le corpus et interroger, d'une manière plus large, la dimension iconographique et iconique de la Révolution portugaise.

En résumé, la communication souhaite, comme l'article proposé, réaliser un double questionnement : celui des échelles de la révolution, à travers la circulation des acteurs et des témoins entre la France, la péninsule ibérique et l'Amérique latine et celui des traces, tant matérielles que mémorielles, de l'événement du 25 avril.

**Céline Vaz, Université polytechnique Hauts-de-France (UPHF, Valenciennes), « La révolution portugaise, pôle d'attraction des urbanistes de gauche au milieu des années 1970 ».**

Entre 1974-1976, un grand nombre de professionnels de la ville convergent au Portugal auprès de l'architecte Nuno Portas pour voir et discuter les expériences d'urbanisme participatif que ce dernier mène comme secrétaire d'État au Logement dans le gouvernement provisoire mis en place à la suite de la chute de la dictature portugaise. Ce groupe de chercheurs (géographes, sociologues notamment) et de praticiens surtout (architectes et urbanistes) proviennent pour beaucoup d'Espagne, mais aussi de France et d'Italie, au point qu'un de ses membres, l'urbaniste catalan Jordi Borja, évoque l'idée d'une « internationale urbaine latine ».

Des préoccupations communes réunissent ces professionnels de la ville et de la recherche urbaine. Ils partagent le même rejet d'un urbanisme technocratique et fonctionnaliste et de

politiques du logement inégalitaires. L'engagement politique est une autre de leur caractéristique forte. Ils ont des affiliations politiques dans toutes les variantes de la gauche radicale et de la gauche catholique, ou se reconnaissent dans ces positions. Enfin, leurs convictions et leur engagement politique ne se dissocient pas de leur pratique professionnelle si bien que tous pratiquent des formes d'expertise militante et désintéressée, comme le conseil à des partis politiques de gauche, ou l'assistance à des groupements d'usagers.

Cette proposition vise à revenir sur la place et la signification de l'expérience révolutionnaire portugaise dans la consolidation et l'affirmation d'un réseau d'urbanisme de gauche à l'échelle de l'Europe latine dans les années 1960-1970. Il s'agit ainsi de contribuer à l'exploration de la dimension internationale de la Révolution des œillets en soulignant la pluralité de ses dimensions (politique, sociale, urbaine). L'objectif est aussi de rappeler comment l'engagement d'acteurs professionnels et l'échange des idées dans le domaine de l'urbanisme dans les années précédant le coup d'état militaire ont contribué à alimenter la contestation et à forger des alternatives démocratiques.

Nous montrerons que le Portugal révolutionnaire des années 1974-1976 s'affirme à la fois comme une concrétisation et un laboratoire d'un urbanisme plus humain et démocratique, régénéré par la participation des habitants, appelé de leurs vœux et mis en oeuvre par les urbanistes de gauche de l'Europe latine depuis la fin des années 1960. L'accent sera mis sur l'origine et les canaux d'interconnexions entre ces professionnels de l'urbanisme engagés, portugais et étrangers, en remontant en amont, dans les années 1960. L'attention sera plus particulièrement portée sur ces relations au sein de la péninsule ibérique. L'Espagne et le Portugal partagent en effet l'expérience de dictatures durant plusieurs décennies — les régimes franquiste (1939-1975) et salazariste (1926-1974) respectivement — puis un processus de transition démocratique à partir du milieu des années 1970, qui ont favorisé les échanges et les solidarités.

Cette proposition s'appuie principalement sur l'exploitation de la presse, généraliste et professionnelle, ainsi que des sources biographiques imprimées et des entretiens oraux réalisés avec des acteurs de l'urbanisme de gauche des années 1960-1970.

**Angélica Vedana, Universidade NOVA de Lisboa, « Pratiques commémoratives, mémoire et révolution : le 25 avril au Portugal, 50 ans après ».**

Près d'un demi-siècle après la révolution qui a libéré et transformé la société portugaise, nous sommes aujourd'hui confrontés à un vaste mécanisme de pratiques commémoratives visant à honorer l'événement historique singulier qui a débuté le 25 avril 1974. Cette date, aujourd'hui chargée de significations et d'interprétations différentes selon le positionnement de chaque groupe, se caractérise par le désir de se souvenir et de transmettre les valeurs défendues par un événement qu'on désigne simplement comme "Avril" et par les différentes voix à l'origine de ces idéaux. Si l'on considère que l'administration de la mémoire passe également par l'inscription officielle d'événements historiques dans le calendrier, il faut considérer le jour férié du 25 avril comme une construction continue du passé dans la sphère publique, qui trouve son origine dans le présent. Même si elle fait l'objet de contestations et de luttes identitaires, cette célébration se présente comme un fondement de la consolidation temporelle du passé, de la création de symboles partagés et de la validation d'identités collectives. Par elle se matérialise la mémoire et se ritualise la vie quotidienne. En analysant les pratiques commémoratives autour de l'anniversaire de la révolution d'Avril, nous partons de l'hypothèse que la commémoration est le résultat d'un effort de fabrication ou de conception de la mémoire collective (RICOEUR, 1999) et qu'elle s'accompagne d'une création et d'une recreation constante du passé, plutôt que d'une simple reconstitution de celui-ci. En tant que jour férié le 25 avril est devenu un univers de cocreation d'une mémoire collective et de

coproduction de manières d'être et d'agir dans l'espace public, acquérant un statut d'intersection de nombreuses visions du passé, d'inscription de la mémoire à travers des symboles et la coexistence de divers régimes temporels ; ces temporalités variées représentent des vies et des expériences profuses qui peuvent se chevaucher dans le même temps historique. Ainsi, le Portugal se construit et se déconstruit à chaque mention du 25 avril, dans les domaines et les contextes les plus variés.

Cette communication vise à réfléchir sur le potentiel des commémorations publiques du 25 avril en tant qu'instruments symboliques pour la réalisation de politiques de la mémoire. Cela se fera à travers une analyse conjointe et interconnectée des célébrations officielles, représentées par la Commission commémorative du 50e anniversaire du 25 avril, et des festivités populaires organisées par diverses associations et groupes, en particulier l'Association 25 de Abril. En réalisant une ethnographie de ces célébrations et une analyse historique des festivités populaires, nous cherchons à comprendre comment l'héritage de la révolution influence et façonne la mémoire collective au Portugal, ainsi que la perception que les Portugais ont d'eux-mêmes, de leur passé, de leur présent et de leur avenir. Ainsi, l'objectif de cette proposition est de penser le 25 avril comme l'événement fondateur d'une nouvelle ère au Portugal, en examinant le rôle des pratiques commémoratives dans la gestion de cette (ces) mémoire(s), ainsi que l'aspect patrimonial, qui peut être perçu à travers la dispute constante sur cet héritage commun et le désir de transmettre les valeurs d' "Avril" aux nouvelles générations. Enfin, cette proposition s'appuie sur l'idée que les pratiques commémoratives doivent être comprises comme des lieux de mémoire (NORA, 1993) et que le patrimoine peut être considéré comme l'alter ego de la mémoire (HARTOG, 2013).